

**LE COURANT REACTIONNAIRE DANS
LE CATHOLICISME FRANCOPHONE BELGE
1918-1926 PREMIERE APPROCHE (1)**

par

Eric DEFOORT

Bibliothécaire à la K.U.L. Section Courtrai

Dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, les forces catholiques conservatrices belges furent confrontées à une accélération de la démocratisation socio-économique et politique, et à un courant irrésistible de déconfessionnalisation de la vie publique, dont découla une situation générale de pluralisme croissant. La plupart des réactions à ces phénomènes, d'ailleurs communs à l'Europe entière, se déclenchent à partir d'idées socio-économiques libérales et de positions socio-politiques menacées. Elles revêtent avant tout un caractère défensif et statique. Au fond, on se résout à l'inévitable, et on essaye seulement de sauver autant que possible l'acquis d'antan et de freiner l'évolution de l'après-guerre.

Une minorité dans ce catholicisme conservateur choisit un autre chemin. En s'affichant l'héritière du vieux traditionalisme contre-révolutionnaire, elle réagit d'une manière offensive et dynamique. On a ici à faire à un catholicisme réactionnaire — ces catholiques se nomment eux-mêmes, avec fierté, "réactionnaires", afin de se démarquer autant des démocrates chrétiens que des conservateurs dont ils détestent le libéralisme — qui se fait le champion d'une critique contre-révolutionnaire généralisée de la société actuelle, d'une conception

(1) Le présent article est un résumé de plusieurs chapitres de la troisième partie d'une thèse de doctorat inédite (E. DEFOORT, *Een Belgisch reactionair katholicisme, Maurras en de Action Française binnen het Belgische Franstalige katholicisme, 1898-1926*, Kath. Univ. Leuven, januari 1975). L'aide efficace et amicale de mon amie Térésa Battesti pour la traduction française de ce résumé, m'inspire une profonde gratitude.

farouchement anti-libérale de la démocratie sociale, d'une critique virulente de la démocratie parlementaire, des argumentations pour une politique d'Ordre et d'Autorité, dans une société organisée et hiérarchique.

Ce catholicisme réactionnaire, dont le premier temps fort se situe entre 1918 et 1926, n'a guère retenu, jusqu'ici, l'attention des historiens belges, de sorte qu'on ne peut étudier d'emblée son contenu idéologique. A cet effet, il manque encore des réponses aux questions les plus élémentaires : dans quels groupes retrouve-t-on ce catholicisme réactionnaire; comment se composent leurs fiches d'identité; quelles sont, replacées sur la toile de fond politique et socio-économique de l'époque, leurs craintes, espérances, désillusions et réactions appropriées ? L'élaboration d'un pareil inventaire s'impose; sinon, l'étude ultérieure des composantes contre-révolutionnaires et anti-démocratiques de l'idéologie même de ce catholicisme réactionnaire, risquerait de planer dans le vide.

I. FICHES D'IDENTITE

1. La Jeunesse Nouvelle — Pour l'Autorité

Quatre jeunes qui ont tous des aspirations littéraires, lancent en mai 1919 à l'Université de Louvain, la revue *La Jeunesse Nouvelle*. Ils veulent en faire la revue d'une nouvelle génération qui cherche, sous l'égide de "maîtres à penser", une discipline, un ordre moral et intellectuel imprégnés de catholicisme. Ils ont l'intention de se pencher tout d'abord, sur la littérature, d'un point de vue catholique (2). *La Jeunesse Nouvelle* en tant que revue littéraire au service de l'idée catholique, se considère comme la prolongation de la revue *Durendal* qui parut sous la direction de l'abbé Moeller, entre 1894 et 1914 (3). Les quatre pionniers, Luc Hommel, Carlo de Mey, Jean Teugels et

(2) *J(eunesse) N(ouvelle)*, mai 1919, p. 1-2, 4-5.

(3) *Histoire illustrée des lettres françaises de Belgique*, Bruxelles, 1958, t. 2, p. 350-351.

Paul Champagne, ne restent pas longtemps seuls. De jeunes auteurs et des responsables d'organisations estudiantines de Louvain, Bruxelles, Gand et Liège se joignent à eux (4); mais la définition du contenu idéologique de la publication est, au début, essentiellement l'affaire de Hommel et de Mey.

La Jeunesse Nouvelle échappe à l'isolement qui menace beaucoup de feuilles de jeunes. Les anciens de *Durendal* l'appuient sous différentes formes, entre autres, l'attribution de prix littéraires. Elle peut également compter sur la sympathie influente de gens comme Henri Davignon et Auguste Melot qui dirigent alors la respectable *Revue Générale*, du Comte de Lichtervelde, ancien secrétaire de de Broqueville, puis de l'avocat Hubert Pierlot, qui siègera à la Chambre à partir de 1925 pour devenir Premier Ministre en 1939 (5).

Les ambitions de *La Jeunesse Nouvelle* apparaissent clairement en novembre 1921, quand le siège administratif est transféré de Louvain à Bruxelles, tout en gardant un secrétariat à Louvain, en guise de pied à terre dans le milieu estudiantin (6). Les pionniers de mai 1919 et les premiers collaborateurs ont fini leurs études et, dans la tradition des feuilles estudiantines, la direction aurait dû passer en des mains plus jeunes. Mais Hommel et ses amis veulent assurer la continuité idéologique de la Revue, autour de laquelle de jeunes universitaires devraient pouvoir s'assembler. Le transfert à Bruxelles est la suite logique de la conviction à l'intérieur de *La Jeunesse Nouvelle*, que le contenu idéologique des organisations et publications politiques et sociales catholiques existantes est d'un niveau si bas, qu'elles peuvent difficilement catalyser l'enthousiasme du jeune intellectuel catholique. *La Jeunesse Nouvelle* veut combler cette lacune.

Elle recrute ses lecteurs surtout dans le monde estudiantin et parmi les jeunes diplômés. C'est sans doute pourquoi sa situation financière a toujours été plutôt inquiétante (7). Après les grandes va-

(4) Paul Fierens, Francis Bissot, Hugues Le Cocq, Constant de Horion, Julien Flament, Freddy Lejeune, Octave Lohest, Gaëtan Furquim d'Almeida.

(5) J. SERRUYS, *Sous le signe de l'autorité*, Bruxelles, 1935, p. 42.

(6) A cette occasion, le nombre des numéros est porté de 10 à 12 annuellement. On organise également un comité de rédaction, dont font partie, outre les quatre pionniers de mai 1919, Xavier Carton de Wiart, Paul Fierens, Gaëtan Furquim d'Almeida, Albert Nyssens et Adrien Van den Branden de Reeth (*J.N.*, mars 1922, p. 8). Au cours de la troisième et quatrième année, de nouveaux collaborateurs apparaissent, notamment Hubert Carton de Wiart, Jean Thévenet, Roger Kervyn, Charles van Renynghe de Voxxrie, Jacques Crokaert, Paul Dresse de Lébioles, Paul Van Zeeland, Jean Duvieusart.

(7) *J.N.*, févr. 1920, p. 225; avr. 1921, p. 289-294; mai 1922, p. 47.

cances, *La Jeunesse Nouvelle* en tant que publication indépendante, ne répond pas à l'appel en octobre 1922 (8). Grâce aux dirigeants de la *Revue Générale*, Davignon et Melot, elle reçoit l'hospitalité dans un coin de cette vieille tribune de la bourgeoisie catholique conservatrice. Si les difficultés financières ont leur part dans ce changement, l'évolution par l'intérieur, de l'équipe de *La Jeunesse Nouvelle* y contribue davantage encore.

Au début, il s'agissait d'une revue dans laquelle l'intérêt littéraire dominait la politique. Peu à peu l'aspect politique rejoint l'aspect littéraire, qui finalement se ratiocine et n'est plus qu'une sorte de supplément qui rappelle les débuts de la Revue. Au cours de 1923, le désir de passer carrément sur le terrain politique, se dessine clairement. La fondation de la "Ligue de la Jeunesse Nouvelle" la même année en est un des symptômes. Cette ligue s'occupe encore d'art et de littérature, mais la grande majorité des discussions a trait à la recherche et à la motivation de son opposition à une société démocratisée et aux grandes lignes de forces alternatives qui vont dans la direction d'une restauration de l'Autorité dans la politique au sein de l'Etat. Sous l'impulsion de leur guide et protecteur qui se tient dans la coulisse, le comte de Lichtervelde, Paul Struye — qui deviendra président du Sénat après la deuxième guerre — Hommel, de Mey et quelques autres font le pas décisif et lancent le premier numéro de *Pour l'Autorité*, où est précisée la notion d'autorité, ce qu'on combattra en son nom (9). *Pour l'Autorité* ne sort pas tout de suite un plan détaillé d'une réforme de l'Etat, mais à l'occasion d'événements politiques et sociaux, ajoute toutes les deux semaines des éléments au dossier contre l'anarchie démocratique et au plaidoyer pour le rétablissement de l'Autorité.

L'équipe qui s'attelle à cette besogne est composée des anciens de *La Jeunesse Nouvelle* auxquels se sont jointes de nouvelles recrues du monde universitaire. Les appuis antérieurs leur restent acquis, et ils sont assurés du soutien de de Lichtervelde, Davignon, Firmin Van den Bosch, l'abbé Jacques Leclercq. Parmi les rédacteurs on retrouve un professeur de Louvain, l'historien Charles Terlinden, un avocat bruxellois Henri Goffinet, collaborant à la *Revue Générale* et qui,

(8) Le dernier numéro, juillet-août-septembre 1922, laissait déjà prévoir un changement : "Nous devons nous retrouver après ces vacances en octobre 1922. Nous prendrons alors les initiatives que la situation, celle de la revue en particulier, comporte" (p. 167).

(9) J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 43. *P(our) (l') A(utorité)*, 13.1.1924.

avant la guerre, manifestait dans la "Conférence du Jeune Barreau" ses sympathies pour Maurras (10). Le jeune Etienne de la Vallée Poussin — il deviendra en 1946 sénateur du parti catholique — en devient en 1926 le dirigeant le plus marquant, après Hommel.

En octobre 1925, la "Ligue de la Jeunesse Nouvelle" devient la "Ligue pour la Restauration de l'Ordre et de l'Autorité dans l'Etat" (11), et projette l'installation de filiales dans tout le pays : Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, seraient des centres particulièrement actifs (12). Il est plus que probable que cet organigramme optimiste ne correspond en rien à la réalité. En tout cas, le milieu estudiantin catholique francophone est le grand réservoir d'où sortent les jeunes forces qui permettent à *Pour l'Autorité* de recruter ses adeptes. La grande querelle autour de Maurras en 1925-'26, donnera à cette revue sa plus grande audience. Ce sera son chant du cygne avant le déclin et la disparition définitive vers les années trente.

2. La Revue Latine

Contemporaine de *La Jeunesse Nouvelle*, *La Revue Latine* paraît en janvier 1920, sous la direction d'un catholique bruxellois de vingt-deux ans, Stanislas Dotremont (13). Le chanoine régulier, Gaston Marie Le Brun, auteur d'essais religieux, aurait aidé à lancer cette re-

(10) On retrouve dans l'équipe de *Pour l'Autorité* bon nombre de ceux qui appuyaient auparavant *La Jeunesse Nouvelle* : Charles du Bus de Warnaffe, Geoffroy d'Aspremont-Lynden, Fernand Baudhuin, Hubert et Xavier Carton de Wiart, Jacques Crokaert, Marcel de Merre, Albert Fasbender, Louis Scheyven, Willy Van Hille, Charles d'Ydewalle, Charles van Renynghede de Voxvrie, Jacques Ruzette, Daniel Ryelandt.

(11) P.A., 25.10.1925.

(12) J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 116-118.

(13) Stanislas Dotremont était un curieux personnage, qui tentait sa chance sur les terrains les plus divers. Après la disparition de *La Revue Latine*, il a publié romans, essais et recueils de poèmes. Puis il a lancé plusieurs revues prétendues internationales, qui ne tenaient que quelques mois, et traitaient à l'occasion aussi bien de psychanalyse que d'histoire du cinéma. Il est mort en 1966 (*Bibliographie des écrivains français de Belgique*, Bruxelles, 1962, t. 2, p. 24-25).

vue (14), qui s'avère dès le début, farouchement catholique et anti-démocratique. Dotremont trouve tout de suite, une cohorte de collaborateurs, dont certains sont éminents, ce qui laisse supposer que ce tout jeune homme est soutenu par des catholiques plus importants. Le nom de chaque collaborateur est attaché à l'une des nombreuses rubriques du sommaire. Au début, la politique étrangère est traitée par Bainville; à la fin de 1920, sa position dirigeante dans la jeune *Revue Universelle* l'oblige à abandonner cette rubrique. Dotremont trouve immédiatement un remplaçant en René Johannet (15). Le professeur Charles Terlinden, un habitué de *La Jeunesse Nouvelle*, signe aussi des articles de politique étrangère. Les problèmes socio-économiques sont le domaine de Fernand Deschamps — professeur à l'université commerciale et à l'Institut Supérieur Colonial d'Anvers —, de Georges Legrand — professeur de sociologie à l'Institut Supérieur d'Agronomie de Gembloux — Georges Valois et son secrétaire Georges Coquelle de l'*Action Française* sont des collaborateurs occasionnels. Des articles importants pour la définition de la doctrine de *La Revue Latine* sont dûs à Henri Ghéon et à Robert Vallery-Radot. Toutefois, cette collaboration française, provenant souvent du milieu de l'Action Française ou de ses sympathisants, est trompeuse dans la mesure où il s'agit dans nombre de cas d'articles déjà parus dans des revues françaises qui accordent à Dotremont la permission de les republier dans la presse belge. Les critiques littéraires qui occupent une grande partie de la revue, sont signées de noms connus (16).

La collaboration de quelques jésuites est d'une très haute valeur car leurs articles conditionnent en grande partie le contenu idéologique de la publication. On relève les signatures du père Humblet, professeur au collège Saint Louis de Liège, de Valère Fallon, professeur au collège philosophique des jésuites à Louvain, et surtout de

(14)*R(evue) L(atine)*, 5.11.1922, p. 487. Le chanoine Le Brun ne collaborait que rarement à la revue, et seulement dans le domaine de la liturgie. Il donna toutefois publiquement son accord à la direction idéologique que Dotremont et son équipe choisissent (*R.L.*, nov. 1921, p. 994).

(15)*R.L.*, octobre 1920, p. 263.

(16) Ces articles littéraires sont signés entre autres par André Thérive, Albert Counson, professeur à l'université de Gand, Jean Valschaerts, directeur du journal catholique conservateur de Charleroi *Le Rappel*, Adolphe Hardy, journaliste, poète et ancien secrétaire de rédaction du *Journal de Bruxelles*, Charles Conrardy, architecte et plutard bibliothécaire de l'Académie de Beaux-Arts de Bruxelles.

Victor Honnay, professeur au collège Saint Stanislas de Mons. Des articles du capucin Damien et du norbertin Englebert ont également une incidence idéologique importante.

Dotremont fait des articles portant sur des considérations générales intitulées "Billet -" ou "Médiations mensuelles". La majorité des contributions représentant un intérêt pour notre étude, viennent des rubriques "Les ouvrages de doctrines", "Discussions d'idées". Elles consistent en de longs comptes rendus d'articles et d'ouvrages sensés apporter des éléments de base pour l'élaboration et l'application d'une doctrine originale. Une partie de ces articles est reprise dans des brochures qui doivent étoffer une série au titre grandiloquant de "Collection belge d'études politiques, sociales et religieuses". La deuxième livraison de cette série, qui ne dépassera pas les trois numéros, groupe des articles de Dotremont et du père Honnay sur *Charles Maurras devant l'opinion catholique belge* (1922).

A un certain moment, Dotremont veut faire de la revue, l'épine dorsale d'une activité plus vaste. Ainsi en février 1921, il annonce la fondation d'une "Ligue politique contre-révolutionnaire" qui rassemblera tous ceux qui veulent s'opposer d'une manière organisée aux forces révolutionnaires et démocratiques, dans la société belge d'après-guerre (17). Cette annonce reste le seul signe de vie de cette ligue, qui, sans doute, était morte avant de naître. Le siège administratif de la revue abrite aussi une petite librairie qui fonctionne comme une succursale de la "Nouvelle Librairie Nationale", la maison parisienne spécialisée dans la littérature d'Action Française.

Comme *La Jeunesse Nouvelle*, *La Revue Latine* recrute ses lecteurs surtout dans le milieu des étudiants catholiques francophones. Les deux publications vivent en bonne intelligence et se rendent service, surtout sur le terrain de la popagande et des campagnes d'abonnement (18). Début 1921, elle annonce une mobilisation financière "pour la constitution du capital de la Revue Latine et du Mouvement de Renaissance Sociale Contre-révolutionnaire". Hommel, directeur de *La Jeunesse Nouvelle*, centralisera les souscriptions. Les listes avec les noms de personnes qui s'occuperont des divers centres de souscription, donnent un indice de la sympathie que la re-

(17) *R.L.*, février 1921, p. 106.

(18) Ce renseignement m'a été communiqué par Charles Van Renynghede de Voxvrie, qui dirigeait le service spécial de propagande et d'abonnements, instauré en 1921.

vue rencontre dans le milieu catholique bourgeois conservateur (19). Les listes des souscripteurs sont encore plus significatives : la haute bourgeoisie est fortement représentée, ainsi que les ecclésiastiques et les institutions religieuses, avec le cardinal Mercier; le primat de Belgique apportera son aide financière à plusieurs reprises (20).

Pourtant, dès la seconde moitié de 1922, la revue marque un net recul. Nombre de ses collaborateurs partent pour rejoindre *La Revue Catholique des Idées et des Faits* qui, à cette époque, est en plein essor. Dotremont est obligé de fournir lui-même de plus en plus de copies, tandis que la revue est de plus en plus faite d'extraits d'ouvrages et d'articles déjà parus ailleurs. Le nombre de lecteurs diminue à un rythme accéléré, et, en décembre 1922, au moment de sa disparition, la feuille comptera moins de soixante abonnés (21).

L'existence de *La Revue Latine* a été de courte durée, mais elle a mené une campagne si acharnée pour défendre les idées de Maurras et de l'Action Française, que l'avocat bruxellois Passelecq, la nomme à juste titre "quelque chose comme le missionnaire apostolique en terre belge de l'Action Française" (22).

3. La "Fédération Belge des Etudiants Catholiques"

La "Fédération" est installée officiellement à Malines, en avril 1921. Cette nouvelle organisation, née des contacts entre des responsables estudiantins en 1919-1920 (23), entend regrouper toutes les organisations estudiantines catholiques, en vue d'une défense com-

(19) Pour Bruxelles : Stanislas Dotremont et Charley Winckelmans, conseiller près la Cour d'Appel; pour Anvers : Antoine Classens, industriel; pour Bruges : Charles Beyaert; pour Gand : L. Halleux, conseiller près la Cour d'Appel; pour Liège : Albert Fasbender, un des chefs des étudiants catholiques à l'université de Liège; pour Arlon : Albert Neujean, rédacteur en chef du journal catholique conservateur *L'Avenir du Luxembourg* (*R.L.*, février 1921, p. 108-109).

(20) *R.L.*, mars 1921, p. 295-297; avril 1921, p. 317-319.

(21) Communiqué par Charles van Renynghe de Voxxrie.

(22) *Libre Belgique*, 17.2.1922.

(23) *J.N.*, mars 1922, p. 386-387; *R(evue) C(atholique) (des Idées et des Faits)*, 3.3.1922, p. 8; *Terre Wallonne*, 31.5.1921, p. 93.

mune des principes catholiques sur tous les terrains de la vie sociale, afin de sensibiliser les étudiants, par l'étude et l'action, à leur tâche future d' "élite au service de la foi et de la patrie" (24).

Ce n'est pas un hasard si le siège de cette organisation est fixé à Louvain, car "L'Union des étudiants de l'université de Louvain", est de loin, la plus grande formation à adhérer à la "Fédération", qu'elle domine (25). C'est ainsi que le louvaniste Daniel Ryelandt en reste le président pendant trois années consécutives, de décembre 1924 à juillet 1927. La "Société Générale des Etudiants Catholiques de Bruxelles", avec *L'Universitaire Catholique* comme organe officiel, est intimement liée à la section louvaniste, puisqu'elle rassemble, entre autres, les Bruxellois, étudiants à Louvain (26). La "Société Générale des Etudiants Catholiques de l'Université de Gand", appelée communément la "Gé Gantoise", avec son journal *L'Etudiant Catholique*, fait de Gand le troisième centre important de la "Fédération" (27). Il y a une interpénétration complète entre cette "Gé Gantoise" et "L'Association Indépendante de la Jeunesse Catholique Flamande" et sa feuille *La Jeunesse Flamande*, produits des luttes linguistiques à cette université d'Etat (28). L'université de Liège enfin, a aussi son "Union des Etudiants Catholiques" florissante avec un hebdomadaire *Le Vaillant*, dont les dirigeants sont au nombre des éléments les plus actifs dans la "Fédération" (29).

Cette organisation qui réunit toutes ces microsociétés estu-

(24) Tiré d'une allocution de Marcel de Merre, président de la "Fédération" (1921-1923), au congrès de la "Fédération des Associations et des Cercles catholiques" à Namur, le 12 juin 1922 (*J.N.*, juin 1922, p. 114).

(25) *J.N.*, jan. 1921, p. 199; juin 1922, p. 114; *U(niversitaire) C(atholique)*, 4.12.1926.

(26) Le Bruxellois, étudiant à Louvain, était ainsi représenté deux fois à la "Fédération", une fois en tant que membre de la "Société Générale Bruxelloise des Etudiants Catholiques", et une fois de "L'Union des Etudiants de l'Université de Louvain". Cela accentuait encore l'emprise du milieu universitaire louvaniste sur la "Fédération".

(27) Pour une historique de cette "Gé" gantoise, voir F. VANDENBOSCH, *Le long de ma route*, Bruxelles, 1936, p. 112-120.

(28) *E(tudiant) C(atholique)*, 19.10.1926; *U.C.*, 4.12.1926. *J.N.*, avril 1922, p. 458-459; juin 1921, p. 57-60; juin 1922, p. 113-114; *P.A.*, 22.11.1925, 3.3.1927; *R.L.*, juil. 1921, p. 593; *A(ction) N(ationale)*, 24.5.1925, p. 215; 8.11.1925, p. 463.

(29) *Terre Wallonne*, 30.4.1921, p. 36-39; 15.9.1921, p. 395. *J.N.*, mars 1922, p. 388. Paul Fraipont, rédacteur en chef du *Vaillant*, donne un aperçu des activités à Liège dans *J.N.*, avr. 1921, p. 310-314.

diantines par un lien fédératif, n'a d'autres activités que la mise sur pied de congrès nationaux se déroulant en présence de représentants de la haute hiérarchie ecclésiastique et de personnalités de l'aile conservatrice du parti catholique (30). A côté de leurs propres feuilles, les différentes organisations estudiantines de la "Fédération" ont aussi accès à des journaux d'envergure. Certains journaux catholiques acceptent de temps en temps, les articles de dirigeants de la "Fédération"; c'est le cas entre autres pour *La Patrie* de Bruges, *Le XXe Siècle* de Bruxelles, *Le Rappel* de Charleroi, *Le Bien Public* de Gand et *La Métropole* d'Anvers, qui ont en commun la défense du conservatisme et l'opposition à la démocratie-chrétienne (31).

Les feuilles les plus accueillantes restent toutefois *La Jeunesse Nouvelle*, à laquelle succéda *Pour l'Autorité*, qui prennent leurs racines dans le monde des étudiants. Il y a même une réelle interpénétration : d'un côté le comité directeur de la "Fédération" réserve une place de membre de droit à un représentant de *Pour l'Autorité* et trois places de conseillers à d'anciens étudiants qui le plus souvent appartiennent aussi à ce mouvement (32); d'autre part, grand nombre de dirigeants estudiantins collaborent déjà régulièrement à *Pour l'Autorité*, ou le soutiennent ouvertement. C'est le cas de Ryelandt et de la Vallée Poussin. Au fond, *Pour l'Autorité* et les feuilles estudiantines *Le Vaillant*, *L'Étudiant Catholique* et *L'Universitaire Catholique* défendent toutes les mêmes théories politiques et sociales, et ne diffèrent que dans les nuances et le style employé.

Dans la perspective de notre étude, nous nous limitons volontairement aux éléments réactionnaires et anti-démocratiques de la "Fédération". Cela ne veut pas dire qu'il n'existe dans le monde des étudiants catholiques francophones de cette période des forces démocratiques qui s'expriment à travers leurs propres publications. Mais, à cette époque, la "Fédération" est bel et bien dominée par le courant

(30) *J.N.*, mars 1922, p. 386-389; *U.C.*, 4.12.1926.

(31) Antoine Fobe, rédacteur en chef (1924-1926) de *l'Étudiant Catholique*, collabore, à partir de 1925, au journal catholique conservateur de Gand *Le Bien Public* (Papiers Fobe, Wetteren). Le journal catholique conservateur d'Anvers, *La Métropole*, inaugure, début 1926, une rubrique hebdomadaire, "La Jeune Tribune", consacrée au monde universitaire, sous l'entière responsabilité de quelques dirigeants de la "Fédération Belge des Étudiants Catholiques" (*Métropole*, 10.1.1926, 7.2.1926).

(32) *U.C.*, 4.12.1926.

anti-démocratique, qui, au cours de la grande querelle autour de Maurras et de l'Action Française, formera un seul front avec *Pour l'Autorité*.

4. "l'Association Catholique de la Jeunesse Belge", l'A.C.J.B.

A part leur orientation anti-démocratique, les jeunes de *La Revue Latine*, de *La Jeunesse Nouvelle*, de *Pour l'Autorité* et de la "Fédération", ont un même élan catholique intransigeant.

A un moment où les responsables ecclésiastiques sentent que leur échappe de plus en plus, toute emprise sur la vie politique et sociale, il est normal qu'ils cherchent à canaliser cet enthousiasme catholique juvénile dans une organisation spécifique, fondée par la seule initiative ecclésiastique et tombant sous le contrôle direct et l'autorité exclusive de l'Eglise.

Cette organisation d'action catholique, "l'Association Catholique de la Jeunesse Belge", A.C.J.B., est officiellement installée en 1921 (33). Elle est née des cercles d'étude catholique wallons d'avant-guerre qui visaient avant tout à un approfondissement catholique doctrinal des élèves et des étudiants, et pas du tout des actions concrètes au service d'une des organisations de combat catholique comme "Les Jeunes Gardes" du parti catholique. Cette orientation deviendra un des caractères fondamentaux de l'A.C.J.B. après guerre. L'aumônier général, Louis Picard, insiste sans relâche sur la tâche exclusive d'approfondissement spirituel sous la seule autorité des instances ecclésiastiques. La composition du conseil de l'A.C.J.B. prouve que l'Eglise ne veut pas que son emprise reste lettre morte. Le président est un jeune laïc, docteur en droit de l'université de Louvain, Giovanni Hoyoïs (34), mais le centre du pouvoir de décision reste entre les mains de l'aumônier général, secondé par les aumôniers régionaux qui siègent d'office dans le conseil.

(33) La plupart des données sur l'A.C.J.B. sont tirées de G. HOYOÏS, *Aux origines de l'action catholique*. Monseigneur Picard, Bruxelles, 1960, et de A. DENDOOVEN, *Ontstaan, structuur en werking van de Vlaamse K.A.J. Een sociografisch overzicht*, Antwerpen, 1967.

(34) En 1937, Hoyoïs deviendra président du "Bloc Catholique", l'alle francophone du parti catholique fédéré.

L'A.C.J.B. devient vite une organisation de masse dans le monde des jeunes catholiques francophones. Ces jeunes qui attendent quelque chose de grand et de noble de la vie, se retrouvent dans des réunions régionales, des congrès nationaux, des retraites et des journées d'étude, où on leur fait miroiter habilement la perspective grandiose et alléchante de devenir des "Phalanges du Christ" dans un monde dégénéré et déchristianisé — ce qui n'est que synonyme — où ils rétabliront les lois et l'autorité du Seigneur. L'A.C.J.B. devient un énorme réservoir d'énergie et d'enthousiasme juvéniles auquel toutefois on ne donne pas l'occasion de se dépenser dans des actions concrètes. Plus tard, Rex réussira habilement à exploiter cette situation anormale. Toute l'entreprise de l'A.C.J.B. est menée sous le drapeau de l'action catholique qui, sous l'impulsion de Picard, est enfermée dans un contenu très restreint. Cette action vient directement à l'aide de l'Eglise dans sa charge d'âmes, et doit donc s'effectuer dans une subordination complète et totale à l'autorité ecclésiastique. Ainsi des activités politiques et socio-économiques ne sont pas reconnues comme action catholique en tant que telle. Cela provoque, bien sûr, des affrontements entre l'A.C.J.B. d'une part le parti catholique et le mouvement ouvrier chrétien, de l'autre.

Les tensions entre l'A.C.J.B. et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la J.O.C., sont en partie dues également à cette conception très restrictive de l'action catholique. Après des pourparlers souvent tendus, la J.O.C. adhère en 1924 à l'A.C.J.B. Mais Picard reste plein d'appréhensions quant au caractère purement action catholique du mouvement de Cardijn qui prête son attention aux problèmes de l'amélioration du sort matériel du monde ouvrier ! Il va de soi que la J.O.C. qui s'adresse à la jeunesse ouvrière, ne se sent pas à son aise, dans le programme purement idéaliste, détourné de la réalité de tous les jours, de l'A.C.J.B. Celle-ci a de plus une clientèle de lycéens ou d'étudiants qui, à cette époque, appartiennent en grande majorité aux classes de la moyenne et haute bourgeoisie. Cardijn insiste pour que l'action catholique se spécialise conformément aux groupes sociaux que l'on veut sensibiliser. Cela heurte la vision de Picard et de ses amis qui tiennent au seul contenu religieux de l'action catholique, où les valeurs religieuses communes doivent neutraliser les différences sociales, rendant ainsi les spécialisations superflues (35).

(35) Sur les relations tendues entre J.O.C. et A.C.J.B., voir amplement M.A. WALCKIERS, *Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. 1919-1925*, Louvain-Paris, 1970.

L'échec de l'A.C.J.B. pour s'implanter en milieu étudiantin catholique, fait toutefois gagner du terrain à l'idée de spécialisation. Si on trouve partout dans les cercles de l'A.C.J.B. des étudiants, les organisations étudiantines catholiques elles, décident, après quelques hésitations, de rester hors de l'A.C.J.B. Cette dernière ne dispose pas des moyens nécessaires pour avoir de l'emprise sur les étudiants. En tant que mouvement de masse de jeunes, elle évite un esprit, un style et un langage qui pourraient évincer les éléments non intellectuels; la manière de présenter les choses dans son organe officiel, *L'Effort* est très générale, sommaire même. La jeune intelligentsia qui se prend tant au sérieux, refuse de se contenter de ces généralités et de ce qu'elle appelle ce manque d'affinement et d'intérêt intellectuel (36). Avec le seul *Effort* à sa disposition, l'A.C.J.B. n'est pas capable de se tailler une place forte chez les étudiants, et rivaliser avec *Pour l'Autorité* et les différentes publications de la "Fédération". Cet état de fait demande des mesures nouvelles, et après de longues insistances de certains laïcs au conseil de l'A.C.J.B., Picard est tenu de donner son accord pour la spécialisation, que la J.O.C. pratiquait déjà en 1924 au grand mécontentement de ce même Picard.

Au début de 1925, l'A.C.J.B. lance *Les Cahiers de la Jeunesse Catholique* qui prennent pied dans le monde universitaire catholique francophone. Pour gagner la confiance et se faire accepter, *Les Cahiers* traitent des champs d'intérêt et soutiennent des points de vue à la mode dans ce milieu. On donnera la parole aux étudiants-mêmes, quitte à donner après prudemment des coups de rabot à celles de

(36) Léon Mayence, premier président de "La Fédération Belge des Etudiants Catholiques" déclare dans *La Jeunesse Nouvelle* ne pas vouloir méconnaître l'A.C.J.B.; il affirme que les étudiants ont beaucoup de sympathie pour elle, et veulent bien l'appuyer. "Mais outre que l'action de *L'Effort* vient des directives qu'il donne, plutôt que d'un corps de doctrine, son programme s'adresse à tous les jeunes gens. Pour rester l'organe de toute la jeunesse, il ne peut évidemment se hisser au niveau intellectuel que des universitaires souhaiteraient" (*J.N.*, janvier 1921, p. 201). Un an plus tard, Luc Hommel constate à nouveau que l'A.C.J.B. "dont l'activité vise tous les jeunes gens, ne peut atteindre à un niveau intellectuel très élevé" (*R.C.*, 3.3.1922, p. 8). Au congrès de "La Fédération Belge des Etudiants Catholiques" à Louvain, en février 1922, certains A.C.J.B.-istes s'attaquent à la mentalité élitiste qu'on veut donner à la jeunesse universitaire. Hommel répond que l'action formatrice de l'A.C.J.B. "ne peut aucunement suffire à la formation de la jeunesse intellectuelle" (*J.N.*, mars 1922, p. 387-388).

leurs opinions qui se différencient des idées de l'action catholique. En procédant ainsi l'A.C.J.B. réussit, bien sûr à attirer les étudiants, mais de ce fait il devient inévitable que ces étudiants introduisent leurs intérêts et leurs théories sociales et politiques au sein de l'A.C.J.B.

Dès le départ, il est clair que *Les Cahiers* ne sont pas une sorte de redite intellectualiste de *L'Effort*. La littérature, l'art, la politique y sont traités. Louis Picard est le directeur officiel de la publication, mais à côté de Hoyois, on retrouve parmi les collaborateurs bon nombre de signatures de *Pour l'Autorité* et des feuilles de la "Fédération". En fait, ce sont eux qui, sous l'impulsion du secrétaire de rédaction Marcel Paquet, décident très librement de la marche des affaires. A la recherche de copie, *Les Cahiers* s'adressent dans leur deuxième numéro aux lecteurs : "Parmi les écrivains des dernières années, quels sont ceux que vous considérez comme vos maîtres" (37) ? Le résultat de cette enquête sera le signal de départ de la grande querelle entre catholiques francophones belges concernant Maurras et l'Action Française.

5, La Revue Catholique des Idées et des Faits

La Revue Catholique des Idées et des Faits qu'on appellera par la suite la *Revue Catholique* tout court, occupe une place de premier plan dans l'histoire du catholicisme réactionnaire belge entre 1918 et 1926.

Le 25 mars 1921 paraît le premier numéro de cet hebdomadaire qui ne disparaîtra qu'en mai 1940. Le fondateur-directeur en est l'abbé René Gabriel Van den Hout, confident du cardinal Mercier, ancien de l'Institut Supérieur de Philosophie de Louvain, collaborateur pendant la guerre au journal clandestin *La Libre Belgique*, et qui pendant toute la période de l'entre deux-guerres se consacrera à la presse catholique (38). Le lancement de la *Revue Catholique* fait partie de la politique de Mercier, se fondant sur l'obligation pour les catholiques de disposer d'une presse de qualité, s'ils veulent maintenir

(37) *Cahiers de la jeunesse catholique*, 5.3.1925.

(38) *L'Abbé René-Gabriel van den Hout, 1886-1969*, Bruxelles, 1969.

leurs positions dans le monde moderne (39). La présence de Mercier derrière toute l'opération ne peut être mise en doute, et l'hebdomadaire peut compter sur son appui moral et financier (40). Van den Hout se réfère régulièrement au Cardinal, dans sa feuille, sans que Mercier juge nécessaire de démentir ces liens, ou du moins de les nuancer. Le député flamingant catholique Van de Perre voit dans la *Revue Catholique* "la tribune de Malines" (41).

Au départ, Van den Hout décrit le but de la *Revue Catholique* : rehausser la combativité et l'unité politique catholique sur la base de l'essentiel, la devise de Pie X "Instaurare omnia in Christo". Cette unité ne peut être rompue par des divergences sur des terrains secondaires tels que les frictions politiques, les querelles socio-économiques et linguistiques. Cette position a inévitablement des répercussions sur le cadre dans lequel s'effectue la collaboration à l'hebdomadaire. Van den Hout et son équipe de rédaction affichent des opinions bien précises, pour la plupart nettement anti-démocratiques, sur des "questions secondaires", comme le régime politique, les problèmes socio-économiques, les tensions communautaires. Mais cela ne signifie pas que le directeur ferme la porte de son hebdomadaire aux catholiques qui défendent des thèses démocrates-chrétiennes ou flamingantes. Il est néanmoins vrai que ces derniers peuvent être regroupés dans une sorte de tribune libre dont la rédaction de la *Revue Catholique* se distancie, quoique Van den Hout évite soigneusement de présenter ces collaborations sous ce titre. Après un an, Van den Hout constate quelque peu naïvement et avec regret que les démocrates chrétiens, les porte-paroles du mouvement ouvrier chrétien et les flamingants ne fournissent qu'une collaboration très maigre, et en fait, boudent la *Revue Catholique* (42).

Van den Hout lui-même s'occupe toujours de la rubrique anonyme "La Semaine", dans laquelle il commente les événements de la semaine écoulée (43). La collaboration étrangère, en grande partie

(39) A. SIMON, *Le cardinal Mercier*, Bruxelles, 1960, p. 127.

(40) L'Abbé René-Gabriel van den Hout, 1886-1969, Bruxelles, 1969, p. 32; A. CORMIER, "A propos d'un jubilé", *Cahiers Charles Maurras*, 1966, p. 14; Ch. d'YDEWALLE, *Degrelle, ou la triple imposture*, Bruxelles, 1968, p. 26; H. DAVIGNON, *Souvenirs d'un écrivain belge, 1879-1945*, Paris, 1954, p. 334.

(41) *Vlaanderen*, 30.9.1922, p. 6.

(42) *R.C.*, 12.5.1922, p. 5-6.

(43) L'Abbé Van den Hout m'a confirmé en être l'auteur.

française, est de classe. On y retrouve nombreuses les personnalités qui sont déjà des bonnes connaissances de *La Jeunesse Nouvelle*, de *La Revue Latine*, de *Pour l'Autorité*, et qui, à cette époque, sont omniprésentes dans la littérature catholique belge, comme Maritain, Massis, Ghéon, Johannet, Robert Vallery-Radot, un des représentants d'un catholicisme français intransigeant et autoritaire, toujours bienvenu dans les colonnes de la revue. Valois et Maurras donnent sporadiquement la primeur d'un ouvrage ou d'un article non encore paru (44). La collaboration étrangère non-française est beaucoup plus rare, mais aussi très caractérisée, comme celle du bibliothécaire de l'université de Nimègue, De Vries de Heekelingen, antisémite enragé (45). Parmi les collaborateurs belges, les valeurs sûres viennent en nombre important des rangs des ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers : Jacques Leclercq, professeur de droit naturel à l'Institut Saint Louis de Bruxelles, qui exerce une grande influence sur les jeunes universitaires catholiques de Bruxelles. Le chanoine Paul Halflants professeur de littérature au même institut, critique littéraire reconnu dans le monde catholique conservateur; Louis Picard; Norbert Wallez qui s'occupe dans la *Revue Catholique* avant tout de politique étrangère; l'abbé Schyrgens, professeur au collège de Huy, aumônier des étudiants catholiques de Liège et qui finira ses jours comme camerier du Pape, est l'un des principaux responsables de la "Chronique des idées"; le jésuite Valère Fallon qui se charge des affaires sociales; le jésuite Victor Honnay qui consacre des articles interminables à Maurras et l'Action Française.

Parmi les collaborateurs laïcs, Leopold Levaux et Jean Valschaerts se distinguent dans la critique littéraire. L'intérêt que porte la revue aux théories et réalisations de Valois est avant tout l'oeuvre de Georges Legrand. Grâce à Legrand et Deschamps essentiellement, les lecteurs intéressés par la sociologie trouvent dans l'hebdomadaire matière à réflexion. Luc Hommel ne collabore qu'occasionnellement, ainsi que Louis de Lichtervelde, bien que son nom soit cité parmi les membres du comité de rédaction. En tout cas, on retrouve dans la

(44) *R.C.*, 17.3.1922, p. 17-21; 9.6.1922, p. 8-9; 16.6.1922, p. 8-10; 20.11.1925, p. 11-13.

(45) La prose antisémite de De Vries de Heekelingen était toujours la bienvenue dans *La Revue Catholique des Idées et des Faits*, et cela jusqu'en 1940. Sur De Vries de Heekelingen, voir P. PIERRARD, *Juifs et catholiques français*, Paris, 1970, p. 263-265.

Revue Catholique des gens qui auparavant aidaient Dotremont à étoffer sa *Revue Latine*.

Les très rares articles des sénateurs démocrates-chrétiens, Albert Carnoy et Cyriel van Overbergh, d'Edmond Rubbens — qui deviendra en 1927 le président de la Ligue Chrétienne des Travailleurs — peuvent être classés sous la rubrique implicite de "Tribune libre". Théologien et missiologue de renom, le jésuite Pierre Charles se charge d'une rubrique liturgique très sage, jusqu'à la grande querelle autour de Maurras qui fera de Charles un farouche adversaire de la *Revue Catholique*, à laquelle il refusera désormais toute contribution. Le comte Renaud de Briey est un des rédacteurs contribuant à attirer l'attention sur l'hebdomadaire. Rejeton de la noblesse catholique, au tournant du siècle il a fait des études de droit à Louvain, et s'établit ensuite comme avocat près la Cour d'Appel de Bruxelles. Déjà, dans ses publications d'avant 1914, il dévoile son intérêt pour les problèmes sociaux et politiques. Il revient de la guerre, s'affirme comme un dur du nationalisme belge, mais en 1921, il retourne au parti catholique et commence à collaborer à la *Revue*. Tout ce qu'il publie est farouchement anti-démocratique et il ne cache pas son enthousiasme pour Maurras, l'Action Française et le fascisme.

Avec le cardinal Mercier comme parain officieux, et avec une équipe rédactionnelle, tant belge que française, de cette trempe, la *Revue Catholique* dispose d'atouts importants pour se construire une belle carrière auprès de la bourgeoisie catholique francophone. Si on se base sur le nombre et le niveau des firmes qui y font de la publicité pour établir des baromètres du succès, alors la *Revue Catholique* se porte à merveille. Un an après le lancement, Van den Hout en parle comme de "la revue d'idées la plus importante et la plus répandue en Belgique" (46). Fin 1923, il parle de plus de 3000 abonnés, chiffre qui en mars 1925 aurait déjà dépassé les 4000 (47). Les lecteurs viennent en très grande majorité de la bourgeoisie catholique francophone, dont, selon Jacques Leclerc au moins les trois quarts sont des anti-flamingants déclarés (48). L'intérêt que portent les

(46)*R.C.*, 31.3.1922, p. 1.

(47)*R.C.*, 21.12.1923, p. 5; 27.3.1925, p. 3.

(48)*R.C.*, 4.11.1925, p. 8.

autres feuilles à la *Revue Catholique* n'est pas un moindre signe de son succès grandissant (49).

6. "Les Grandes Conférences Catholiques"

Les "Grandes Conférences Catholiques" constituent une des grandes activités secondaires de l'abbé Van den Hout, et en même temps profitent bien à la *Revue Catholique*. Il commence avec cette série annuelle de conférences pour la bourgeoisie catholique de la capitale pendant l'hiver 1921-1922, c'est-à-dire peu après avoir lancé la *Revue Catholique*. C'est tout de suite un succès foudroyant, et pour cause : la plupart des orateurs sont des Français qui pour une raison ou une autre sont plus ou moins les vedettes du moment. Des généraux, évêques, hommes d'Etat, littérateurs se succèdent (50). Presque tous ont en commun l'appartenance aux diverses droites françaises, et sont souvent membres de l'Action Française ou sympathisants. En 1922, Maurras et Bernard de Vésins du comité directeur de l'Action Française viennent s'exprimer à cette tribune bruxelloise.

Pour entrer en contact avec tous ces personnages, Van den Hout se propulse dans le Paris des années vingt en véritable homme du monde. Bien sûr, le fait que les conférences soient organisées sous les auspices du cardinal Mercier, lui est une aide très précieuse dans ses démarches; après la mort du cardinal, on rebaptisera momentanément ces conférences "Conférences Cardinal Mercier". Dans des cas

(49) Dans le cadre de son enquête sur le nationalisme, dans la revue française *Les Lettres* (1923-1924), Maurice Vaussard demandait aussi l'opinion de quelques Belges. Van den Hout est un d'entre eux. Vaussard le présente aux lecteurs français comme un personnage important, directeur d'une des plus importantes publications belges (M. VAUSSARD, *Enquête sur le nationalisme*, Paris, 1924, p. 395). Par contre, le publiciste belge, Charles d'Ydewalle, prétendait, il y a quelques années, que l'abbé Van den Hout était "un journaliste incompetent, pas doué pour ce genre de métier" (CH. d'YDEWALLE, *Degrelle, ou la triple imposture*, Bruxelles, 1968, p. 26). Il est en tout cas indéniable que l'abbé Van den Hout est parvenu à doter sa revue d'un prestige important, dans les années vingt.

(50) Entre autres, le cardinal Charost, le comte de Saint-Aulaire, Charles Benoist de l'Institut, général Weygand, Robert Valléry-Radot, Henri Massis, Georges Bernanos, les frères Tharaud, Henri Gheon, Jacques Bainville, Léon Daudet, Gonzague de Reynold.

importants et difficiles, Van den Hout se fait assister par son ami Henri Davignon qui en tant que littérateur a déjà, depuis l'avant-guerre de nombreuses entrées dans le Paris mondain (51). La publicité pour les conférences est l'affaire de la *Revue Catholique*, tandis que bon nombre d'allocutions sont reproduites dans l'hebdomadaire. Van den Hout, rend des services à d'autres organisations, qu'il oblige en même temps envers lui, en leur prêtant "ses" orateurs.

7. Le XXe Siècle

Le journal *Le XXe Siècle* qui reparaît à Bruxelles en 1919, a des liens intimes, aussi bien idéologiques que personnels, matériels et sans doute aussi financiers, avec la *Revue Catholique*. On pourrait parler d'une seule entreprise à deux volets spécialisés, l'hebdomadaire et le journal. Après des démêlés financiers et juridiques avec Neuray, *Le XXe Siècle* repasse après l'armistice entre les mains d'un conseil de gestion qui a ses racines dans l'aile conservatrice du parti catholique (52). Norbert Wallez qui, pendant la guerre, a été le collaborateur le plus fervent de Neuray dans *Le XXe Siècle* nationaliste, devenu ensuite *La Nation Belge*, en devient le directeur.

Le journal choisit résolument le chemin du catholicisme politique intransigeant, dans le même esprit que la *Revue Catholique*. Un corporatisme conservateur et un anti-démocratie prononcé y sont également prônés. Cette concordance est on ne peut plus normale, car les rédacteurs du *XXe Siècle* sont en grande partie les mêmes que dans la *Revue Catholique*, en commençant par le directeur Norbert Wallez. L'abbé Schyrgens qui est dans l'hebdomadaire, en quelque sorte, le bras droit de Van den Hout, joue le même rôle vis à vis de Wallez dans le journal. L'interpénétration des deux feuilles est quasiment complète en 1924-1925, époque à laquelle Van den Hout est

(51) Henri Davignon témoigne néanmoins que "tant que le cardinal Mercier vécut, Van de Hout l'emportait sur moi dans l'art de se faire ouvrir les portes. Quel sésame de pouvoir inscrire sur sa carte de visite : de la part du cardinal Mercier" (H. DAVIGNON, *Souvenirs d'un écrivain belge, 1879-1945*, Paris, 1954, p. 334).
(52) Le conseil de gestion a certainement connu des changements depuis l'avant-guerre. Nous n'avons pu retrouver lesquels.

co-directeur du *XXe Siècle*. Si dans la *Revue Catholique* la rubrique "La Semaine" est sienne, suivant un système analogue il s'adresse toutes les semaines aux lecteurs du *XXe Siècle* dans la rubrique anonyme "Mon Idée". S'ajoutent au nombre des collaborateurs à double emploi, entre autres Louis Picard de l'A.C.J.B. — qui commente surtout les événements en Italie — Paul Halflants, le jésuite Fallon, les professeurs Deschamps et Legrand.

La grande différence entre la *Revue Catholique* et *Le XXe Siècle* ne découle en somme que de la différence de périodicité qui conditionne inévitablement le contenu et la présentation. Pour la période 1919-1926, la *Revue Catholique* est une sorte de réédition améliorée et complétée de la partie opinante du *XXe Siècle* (53).

Cette interpénétration ne s'arrête pas à la *Revue Catholique*, "Grandes Conférences Catholiques" et *Le XXe Siècle*, mais atteint les autres groupes et feuilles précédemment présentés. En somme, ce sont des éléments, ayant chacun une nuance spécifique mais émanant d'une même formation catholique politique intransigeante et réactionnaire.

8. Les nationalistes belges

Pendant la guerre, des catholiques belges jouaient un rôle de premier plan dans le nationalisme belge. Leur collaboration, essentielle à l'essor de ce courant interconfessionnel, ne leur posait pas de grands problèmes, grâce à la situation de guerre et d'"Union Sacrée" (54). Mais après l'armistice, la reprise de la vie politique et sociale leurs impose un choix : réintégrer les cadres politiques traditionnels du catholicisme belge, ou bien continuer l'expérience nationaliste belge sur la base interconfessionnelle, en optant pour une position indépendante vis à vis du parti catholique. Un certain nombre de catholiques choisissent cette dernière voie. En tant que nationalistes catholiques,

(53) Il s'en suit que, dans notre étude, nous nous référerons le plus souvent à *La Revue Catholique des Idées et des Faits*.

(54) Voir E. DEFOORT, "L'Action Française dans le nationalisme belge, 1914-1948", *Revue belge d'histoire contemporaine — Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 1976, VI, 1-2, p. 113-152.

ils ne veulent pas devenir ou redevenir des catholiques nationalistes. Dans leurs choix politiques l'engagement nationaliste est devenu impératif au détriment de l'engagement et de l'appartenance confessionnelle. Le même phénomène se produit dans le milieu flamingant. Cela fait partie de la déconfessionnalisation grandissante de la vie politique belge d'après-guerre.

La Nation Belge qui s'adresse aux milieux catholiques et libéraux conservateurs, est leur tribune principale. A côté de ce grand journal national de Neuray, les nationalistes disposent à partir de décembre 1918, d'un "Comité de Politique Nationale" qui groupe, sous la direction de Pierre Nothomb, des catholiques, libéraux et socialistes au service d'un programma politique annexionniste et anti-allemand. A l'aide de meetings, pamphlets et brochures, affichages, le "Comité" essaie d'exercer sa pression sur les partis politiques pour qu'ils reprennent à leur compte, une partie ou l'intégralité de la politique étrangère nationaliste (55).

Dans les premiers mois suivant l'armistice, *La Nation Belge* et le "Comité" espèrent encore qu'un grand parti nationaliste feussira à rompre les vieilles structures politiques belges. Lors des premières élections d'après-guerre, en 1919, dans plusieurs circonscriptions, des listes nationalistes tentent leur chance et s'opposant dans nombre de cas à des candidats du parti catholique. Le résultat est désespérant. Dans peu de cantons électoraux, les nationalistes obtiennent un résultat supérieur à 5% des voix. Bruxelles et Bruges toutefois réussissent à envoyer un député à la Chambre. Il est vrai que quelques députés, élus avec l'appui des organisations d'anciens combattants, épousent complètement le programme nationaliste belge.

Mais déjà avant même les élections de novembre 1919, la base du "Comité de Politique Nationale" s'est retrécie, parce que des militants socialistes, comme les députés Jules Destrée et Louis Piérard, ont reçu du parti, l'ordre de quitter ce mouvement nationaliste (56). A partir de ce moment le "Comité" s'adresse au même milieu que *La Nation Belge*. Ce départ des socialistes ouvre dans le nationalisme

(55) Sur cette campagne nationaliste et ses résultats, voir R. DEVLEESHOUWER, "L'Opinion publique et les revendications territoriales belges à la fin de la première guerre mondiale, 1918-1919", *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, p. 207-238.

(56) Une grande partie de ce paragraphe repose sur J. BEAUFAYS, "Aspects du nationalisme belge au lendemain de la Grande Guerre", *Annales de la faculté de droit de Liège*, 1971, p. 106-171.

belge, la porte à un anti-démocratisme envahissant.

Dès février 1920 le "Comité" dispose d'un mensuel, le *Bulletin du Comité de Politique Nationale*, auquel succède en janvier 1921 l'hebdomadaire *La Politique*. Au nombre des principaux collaborateurs, on retrouve les catholiques Pierre Nothomb, Pierre Daye qui collaborait avant guerre aux côtés de Nothomb à *L'Action Démocratique* — il deviendra dans les années trente sénateur rexiste — le lieutenant-colonel Leopold Reul, l'avocat gantois Pierre Verhaegen, les libéraux Arthur Rotsaert, avocat à Anvers, et le professeur bruxellois Jacques Pirenne, fils de l'historien Henri. Un des pionniers du nationalisme belge, Leon Hennebicq, est le seul collaborateur au passé socialiste. Tous ces gens de *La Politique* ont souvent l'occasion de défendre leurs thèses nationalistes dans *La Nation Belge* amie.

A ce moment, les nationalistes sont avant tout intéressés par la politique étrangère. *La Politique* est presque entièrement consacrée à cette matière, de sorte qu'elle ne pose pas de cas de conscience pour une collaboration inconditionnelle entre libéraux et catholiques. Quant à la politique intérieure, un anti-flamingantisme farouche, un mépris pour "le bricolage parlementaire" et les plaidoyers pour un "gouvernement de compétences" s'y donnent libre cours, car ils ne peuvent gêner la coopération entre catholiques et libéraux conservateurs, mais plutôt la favoriser.

Lors des élections législatives de 1921, les nationalistes belges tentent à nouveau leurs chances. Le résultat est encore plus désastreux qu'en 1919, car les deux députés ne sont même pas réélus.

En 1923 avec l'occupation de la Ruhr, c'est une époque d'exaltation pour les nationalistes. Mais il apparaît très vite que cette occupation ne sera pas un succès. Le nombre de ceux qui en Europe et en Belgique croient que la solution repose sur une politique de détente entre vainqueurs et vaincus, grandit. De plus, les séquelles de la guerre perdent de leur acuité et s'inscrivent au passé; le nationaliste le plus farouche commence à percevoir le caractère utopique de ses rêves de politique étrangère. Par contre-coup la politique intérieure retient de plus en plus l'attention, pour devenir finalement le premier centre d'intérêt. Cela ne peut gêner Neuray et l'équipe de *La Nation Belge* qui se maintiennent dans une position "neutre" qu'ils ont adoptée dès le début, de sorte que la collaboration entre catholiques et libéraux n'en souffre pas. Les choses évoluent toute autrement dans le "Comité de Politique Nationale" où Nothomb et ses amis catholiques commencent à traiter de la politique intérieure dans une perspective

catholique réactionnaire. Dès lors, après le départ socialiste de 1919, on voit en 1923 et 1924, le retrait des compagnons non-catholiques de la première heure, tels Hennebicq et Pirenne.

Le groupe nationaliste catholique subsistant ouvertement réactionnaire, cherche un deuxième souffle. Début 1924, Nothomb fonde avec ses amis la "Fédération d'Action Nationale", qui veut regrouper dans une fédération, tous les groupuscules nationalistes. Ils lancent un nouvel hebdomadaire *L'Action Nationale*, et les jeunes militants sont groupés dans "Les Jeunesses Nationales" où ils peuvent donner libre cours à leur activisme, dans des manifestations et des affrontements avec des communistes, socialistes et flamingants.

La tendance nationaliste autour de Neuray et *La Nation Belge* qui se veut, dans ses options politiques et sociales, confessionnellement neutre, n'est pas du ressort de notre étude consacrée aux catholiques et aux Belges qui font allégeance au pilier catholique dont le parti catholique est un élément substantiel. Pour le groupe nationaliste autour de Nothomb, la situation n'est pas claire à partir de la "Fédération d'Action Nationale" en 1924. Un retour dans le giron catholique traditionnel, en emportant bien sûr le bagage nationaliste et réactionnaire, le tente. Un premier pas hésitant dans cette direction s'effectue, sans succès d'ailleurs, en avril 1925 (57). La réintégration ne se fera que vers la fin des années vingt.

(57) La présence de Pierre Nothomb sur la liste catholique de l'arrondissement de Bruxelles, pour les élections d'avril 1925, ne signifie donc pas encore la fin de ses aspirations à un nationalisme politique indépendant. Il n'est pas élu. Lors des élections pour les conseils provinciaux, en novembre de cette même année, il dénonce publiquement les listes catholiques de l'arrondissement de Bruxelles pour leur tendance anti-nationale. Il conseille par conséquent aux membres de sa "Fédération d'Action Nationale", à Bruxelles, de ne pas voter pour un candidat de ces listes catholiques. Dans la circonscription de Dinant-Philippeville, dans la province de Namur, il conseille à ses adhérents de voter pour la liste nationaliste indépendante, qui entre en compétition avec les candidats de la liste du parti catholique (*A.N.*, 8.11.1925, p. 463).

Quant au courant nationaliste de *La Nation Belge*, sous la direction de Fernand Neuray, et de son fils Paul qui succède à son père, à la mort de celui-ci en 1934, il maintient des positions indépendantes envers le parti catholique jusqu'en 1940.

II. DESILLUSIONS ET REACTIONS APPROPRIEES

Il est nécessaire de replacer les publications et les groupes que l'on vient de présenter, sur la toile de fond politique et sociale de leur époque, pièce maîtresse dans l'explication de ce catholicisme réactionnaire belge. Sociologiquement, ils sortent tous de la bourgeoisie catholique francophone plus ou moins conservatrice, qui assume l'après-guerre comme une crise. Cette perception de crise, engendrant une réaction contre-révolutionnaire et anti-démocratique, est née d'une série de désillusions et de réactions appropriées, dans un nombre de domaines de la vie socio-politique de l'époque.

A. Le rétablissement de la paix.

1. De l'armistice à Locarno, 1918-1925

La délégation belge à la conférence de la paix emporte dans ses dossiers, les revendications capitales des nationalistes belges. Des obstacles insurmontables vont toutefois les enterrer pour de bon. Le gouvernement belge s'était déjà lié les mains envers les Pays-Bas en 1916, en déclarant qu'il n'aspirait pas à des annexions du territoire néerlandais (58). Les revendications expansionnistes ne sont pas supportées par l'opinion publique belge qui, dans sa grande majorité, n'est préoccupée que par la reconstruction de son pays pillé, saccagé, qui veut vivre heureux et tranquille en jouissant de la paix et de la liberté retrouvées. Dans les partis politiques et dans le gouvernement même, se manifestent de fortes oppositions au contenu du dossier belge amené à Versailles. En plus, les prétentions annexionnistes doivent inévitablement heurter des pays avoisinants comme les Pays-Bas auxquels un grand nombre de Belges, qui s'y réfugièrent pendant la guerre, doivent beaucoup. Les aspirations luxembourgeoises des Belges n'ont pas plus de chance d'aboutir, car les Français ont des in-

(58) C. VAN DER KLAAUW, *Politieke betrekkingen tussen Nederland en België 1919-1939*, Leiden, 1953, p. 6-7.

tentions qui vont dans la même direction. A tout cela, s'ajoute encore sur le plan théorique le principe wilsonien du droit des nationalités. Dans ce cas, que peut faire une Belgique qui, à Versailles, se promène un peu perdue dans la cohorte des nations de second ordre qui n'ont en fait, qu'à attendre qu'il plaise aux Grands de décider de leurs dossiers ?

Finalement, la Belgique obtient quelques petites satisfactions qui, compte tenu des demandes initiales, consacrent l'échec du nationalisme belge : le statut de neutralité appartient au passé; on a fixé une priorité pour le paiement de 2 milliards et demi de marks d'or comme avance sur les dommages de guerre; Moresnet, Eupen et Malmédy sont annexés et une partie du domaine colonial allemand en Afrique tombe sous mandat belge. Après quelques discussions sans écho, la Chambre admet l'inévitable et ratifie le traité de paix, et accède de ce fait à la ligue des Nations.

La Belgique qui dit adieu à la neutralité et qui n'obtient aucune extension vitale, stratégiquement importante du territoire national, est maintenant obligée de chercher la sécurité dans une autre direction : celle des alliances.

Le traité anglo-américain, à l'avantage de la France contre l'Allemagne, et par lequel la France voit s'ajouter un maillon de son nouveau système de sécurité, n'entre pas en vigueur, à cause de son refus par le Congrès américain de ratifier le traité de Versailles. Dans le cadre de sa politique d'alliances, la France tend maintenant à un accord militaire avec la Belgique. Pour ne pas heurter la Belgique, la France n'a pas voulu exploiter à fond le référendum luxembourgeois de septembre 1919, par lequel les citoyens du Grand-Duché, sortis du Zollverein, se prononcent pour une alliance économique avec la France, ce qui constitue une nouvelle gifle pour les nationalistes belges. Après des efforts manqués pour y mêler les Anglais, la Belgique s'engage finalement dans un accord militaire avec la France, qui enthousiasme bon nombre de Belges francophiles, mais qui rencontre également l'hostilité de politiciens d'envergure qui craignent une orientation trop unilatéralement française de la politique étrangère. Le milieu flamignant y est ouvertement et farouchement hostile (59).

Le deuxième pilier d'une bonne sécurité consiste en une forte

(59) Sur cette question, voir spécialement G. PROVOOST, *Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen*, I, Leuven, 1976.

puissance militaire. Mais l'anti-militarisme chez les socialistes, démocrates-chrétiens et flamingants ne laisse pas ici non plus libre jeu aux militaristes. Un meeting anti-militariste des socialistes en octobre 1921, provoque la chute du troisième gouvernement d'union nationale sous la direction d'Henri Carton de Wiart.

Quant au paiement des dommages de guerre, les difficultés ne sont pas minces. L'Allemagne demande régulièrement des sursis et tente de se soustraire à ses obligations. L'Angleterre veut discuter de cette affaire, mais la France de Poincaré est excédée, et voulant frapper fort, occupe en janvier 1923 la Ruhr en entraînant la Belgique dans l'aventure. Tous les partis progressistes en Europe occidentale, et chez nous les socialistes, démocrates-chrétiens et flamingants critiquent vivement cette entreprise. Suite à l'occupation de la Ruhr, le ministre libéral de la guerre propose en mai 1923 une prolongation de 4 mois du service militaire. Toutefois, les démocrates-chrétiens ne veulent concéder que deux mois et cela, à condition d'obtenir des assurances quant à la néerlandisation de l'Université d'Etat de Gand. Les flamingants du parti catholique et les nationalistes flamands s'attaquent de plus en plus à la politique étrangère belge qu'ils voient enchaînée à la France. Cette opposition se manifeste clairement au cours de discussions à la Chambre, au sujet de l'accord commercial franco-belge, conclu en 1923. Les débats sont clos par le refus de ratifier l'accord, ce qui équivaut à une impérieuse condamnation de l'orientation trop exclusivement française de la politique étrangère.

La fin de l'occupation de la Ruhr se dessine à partir de la deuxième moitié de 1924. En août 1924, les puissances, dont la Belgique, admettent à la conférence de Londres, le plan Dawes pour résoudre le problème des paiements allemands. Les accords de Paris de janvier 1925, élaborent ce plan. Le désengagement dans la Ruhr n'est plus qu'une question de temps. Quelques mois plus tard la notification aux alliés européens de la note américaine est un nouveau coup dur pour les nationalistes de plus en plus marqués par une attitude anti-anglo-saxonne.

Les difficultés de politique intérieure accélèrent la décomposition du troisième gouvernement Theunis. Les élections anticipées du 5 avril 1925 marquent une poussée accentuée des socialistes, un léger recul de catholiques et une catastrophe pour les libéraux qui perdent deux tiers de leurs effectifs à la Chambre. La longue crise qui s'ensuit, prend fin par la constitution du gouvernement Poulet-Vander-

velde. Dans le cadre de la nouvelle situation internationale, cette coalition démocrate-chrétienne-socialiste va orienter différemment la politique étrangère. Dans la déclaration gouvernementale du 23 juin 1925, Pouillet déclare que la politique étrangère sera désormais axée davantage sur la Ligue de Nations. Dans des termes à peine voilés, c'est une critique de l'aventure de la Ruhr, sous le précédent gouvernement. A l'instigation des socialistes, il laisse prévoir une diminution de la durée du service militaire. En juillet 1925, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'accord de Londres, les troupes belges évacuent la Ruhr. Le service militaire est réduit à 10 mois, et nombre de régiments sont dissous. La fin de l'occupation de la Ruhr est accompagnée de la signature des traités de Locarno, qui doivent garantir la détente internationale et marquer le rapprochement entre la France et l'Allemagne. La politique étrangère belge est incorporée à un système de sécurité collective. La défaite du nationalisme est consacrée.

2. Les catholiques nationalistes désillusionnés

Beaucoup de catholiques nationalistes refusent de collaborer à l'établissement d'une force politique nationaliste indépendante des partis existants. *La Revue Catholique* et *Le XXe Siècle* s'en déclarent les ennemis jurés. Nothomb réussit bien à gagner quelques adeptes dans les rangs de *La Jeunesse Nouvelle*, *La Revue Latine*, *Pour l'Autorité* et la "Fédération des Etudiants Catholiques" (60). Ces

(60) Par exemple Jacques Renault, vice-président de "La Société Générale des Etudiants Catholiques de Gand" en 1926, est également membre des "Jeunesses Nationales" (*U.C.*, 21.11.1926). Gaston Duval et Henri Sole, respectivement rédacteur en chef et rédacteur de *L'Universitaire Catholique* en 1926, sont des sympathisants connus et fervents de Pierre Nothomb et de son mouvement (*U.C.*, 1.2.1926). Leon Geerts qui collabore à la feuille estudiantine de Louvain, *L'Avant-Garde*, est également membre des "Jeunesses Nationales", et rédacteur en chef de la revue du même nom (*A.N.*, 14.2.1926, p. 604; 5.9.1926, p. 861). En juin 1925, "La Fédération Wallonne des Etudiants de Louvain", une des plus grandes organisations estudiantines de Louvain choisit Theo Vleurings comme président pour l'année 1925-1926. Vleurings est un des collaborateurs actifs des "Jeunesses Nationales" (*A.N.*, 21.6.1925, p. 261; 13.12.1925, p. 521). Carl Beyaert, un des personnages actifs dans le milieu étudiant gantois en 1925-1926, s'attaque ouvertement à "La Fédération Belge des Etudiants Catholiques" et au groupe de *Pour l'Autorité*, auxquels il ne pardonne pas leur attitude réservée envers Nothomb et son organisation (*A.N.*, 13.12.1925, p. 521).

groupes manifestent de temps à autre, de la sympathie pour le mouvement nationaliste indépendant, mais évitent scrupuleusement tout lien organique, ce qui ne signifie pas que l'élan nationaliste ne les anime pas.

L'abbé Wallez est un cas exemplaire à cet égard. Au cours de 1922-1923, il publie dans *Le Rappel*, *Le XXe Siècle* et la *Revue Catholique* toute une série d'articles sur la politique belge idéale — bien sûr, nationaliste — à suivre en Rhénanie (61). Dans la *Revue Catholique* et *Le XXe Siècle*, le comte Renaud de Briey, reprend ses théories nationalistes défendues dans *L'Allemagne et l'avenir de l'Europe* (1921) et *Le Rhin et le problème de l'Occident* (1922). Les catholiques réactionnaires belges, défendent régulièrement la politique étrangère préconisée par les nationalistes : l'annexionisme, la déception pour la "Ligue des Nations" idéaliste, la colère concernant le maintien de l'unité allemande, la défense de l'orientation française de la politique étrangère, le mépris pour ceux qui l'attaquent, le refus de concertation, combiné avec la volonté de "frapper fort" dans le domaine du paiement allemand des dommages de guerre, le mépris pour les "parlotes" à Londres et Paris, et pour la "trahison" de Lorcarno envers les victimes de la guerre.

Dans ces groupes catholiques, la désillusion nationaliste au sujet de l'évolution internationale, est presque aussi forte que dans les milieux autour de Neuray et de Nothomb (62). *La Revue Latine*, résu-

(61)*R.C.*, 20.4.1923, p. 9-10; 27.4.1923, p. 11-13; 4.5.1923, p. 15-16; 18.5.1923, p. 16-17; 1.6.1923, p. 13-15; et ainsi de suite. Ces articles ont été rassemblés plus tard dans un livre *Belgique et Rhénanie. Quelques directives d'une politique*, Paris-Bruxelles, 1923.

(62)Plusieurs enquêtes concernant la mentalité de la jeunesse francophone universitaire le prouvent : "La jeunesse universitaire catholique", dans *J.N.*, janv. 1921, p. 199-202; avr. 1921, p. 310-314; juin 1921, p. 57-60; "Ce que pense notre jeunesse" dans *T.W.*, 31 mai 1921, p. 88-93; 15 sept. 1921, p. 391-396; "Les projets et tendances de la jeunesse d'aujourd'hui", dans *R.L.*, janv. 1921, p. 52-59; fév. 1921, p. 142-147; juil. 1921, p. 581-590; "Une enquête sur l'esprit de la jeunesse belge", dans *R.C.*, 19.1.1923, p. 11-12; 18.5.1923, p. 10-11; 8.6.1923, p. 15-16; 23.2.1923, p. 8-9; 2.3.1923, p. 10-11; 13.4.1923, p. 11-12; 4.5.1923, p. 10-13. Voir aussi, à ce sujet, J. SERRUYS, *Sous le signe de l'autorité*, Bruxelles, 1935, p. 11-115.

R.L., fév. 1921, p. 178; nov. 1921, p. 1018-1019; mai 1921, p. 448-449; janv. 1921, p. 98; mars 1920, p. 372; mars 1921, p. 283; janv. 1920, p. 76, 79-84; juin 1920, p. 564-565. *J.N.*, juin 1920, p. 59-60; juin 1919, p. 40; fév. 1920, p. 254; juin-août-sept. 1922, p. 174; mai 1920, p. 29; janv. 1921, p. 215; avr.

me l'oeuvre de Versailles comme "la reconstruction de l'Allemagne et de la Russie édiflée sur les ruines de la Belgique et de la France" (63). *La Jeunesse Nouvelle* constate avec amertume que l'impérialisme allemand n'a pas souffert de la guerre et de son dénouement : "Il reste debout, menaçant et perfide" (64). Ce désenchantement est merveilleusement résumé dans le titre d'une allocution prononcée par de Briey, en février 1923 : "La désillusion de la paix" (65).

Certaines options et réactions nationalistes de ces catholiques diffèrent nettement de ce que prônent Nothomb et Neuray; dans la *Revue Catholique* et *Le XXe Siècle*, les prises de position nationalistes sont marquées par la combativité catholique, caractéristique de l'attitude de Van den Hout et de Wallez, lançant une campagne pour une Rhénanie autonome. Comme tous les nationalistes, Wallez voit dans l'autonomie de la Rhénanie un moyen de briser l'unité allemande que le traité de Versailles n'a pas abattu. En outre il y entrevoit aussi la possibilité "de libérer le catholicisme du joug prussien-luthérien". L'accentuation incessante de l'opposition confessionnelle entre la Prusse et la Rhénanie recèle des objectifs catholiques; la croisade pour une Rhénanie autonome est d'inspiration nationaliste et catholique. Neuray se rend très bien compte de la différence entre sa position et celle de Wallez; il s'en distancie ouvertement dans la mesure où l'abbé associe dès le début l'affaire de la Rhénanie à une

1921, p. 319. Dans au moins les trois quarts des rubriques "La Semaine", l'abbé Van den Hout juge, d'un point de vue nationaliste, les événements sur le terrain de la politique étrangère et internationale.

(63) *R.L.*, 5 février 1922, p. 119.

(64) *J.N.*, mai 1922, p. 51.

(65) Renaud de Briey fait cette allocution au "Cercle Saint Capistran" (*Bulletin mensuel du Cercle Saint Capistran*, 1.2.1923). Ce cercle de discussion, s'adressant à la haute bourgeoisie catholique bruxelloise, existe déjà avant 1914. Après la guerre, de Briey en devient le président, secondé par un secrétaire, Charles du Bus de Warnaffe, élément actif dans *Pour l'Autorité*. Les membres du "Cercle Saint Capistran" ont droit à une réduction sur le prix d'abonnement à la *Revue Catholique des Idées et des Faits*, ainsi qu'à une réduction sur le prix d'entrée pour "Les Grandes Conférences Catholiques". On a ici à faire à un nouvel exemple d'interpénétration de tous ces groupes et groupuscules de la bourgeoisie catholique francophone.

perspective de victoire catholique (66).

Dans le désenchantement concernant le démantèlement de l'Autriche-Hongrie, on retrouve des motivations catholiques qui sont absentes chez Neuray. Comme tous les nationalistes, Van den Hout, Wallez et leurs amis y voient le danger d'une extension de l'influence allemande en Europe Centrale. En même temps, ils se révoltent contre la désagrégation d'un empire catholique dont les régions catholiques sont placées sous l'hégémonie protestante ou slave. Le démantèlement de l'empire ne les choque pas seulement en tant qu'opération profitant à l'Allemagne, mais aussi parce qu'elle favorise les forces anti-catholiques (67). Il en va de même de leur antipathie pour la Ligue des Nations. Ils ne s'en méfient pas uniquement comme d'un organisme international destiné à régler les rapports entre vaincus et vainqueurs par des "palabres" au lieu d'actes vigoureux; ils considèrent la Ligue comme l'enfant spirituel du calviniste Wilson, placé sous la direction d'athées et de protestants qui en font une machine de guerre contre l'influence catholique dans la politique internationale (68).

Chez les catholiques réactionnaires belges les désillusions nationaliste et catholique vont de pair.

(66)*Nation Belge*, 25.7.1923, 29.8.1923. Cela ne signifie pas que Neuray se sent mal à l'aise devant la perspective que le catholicisme aussi tirerait profit de cette opération, mais il considère cela comme un effet secondaire de la victoire nationaliste : le partage de l'Allemagne. Ultérieurement, l'abbé Wallez déplorera que, pour sa campagne de 1921-1923, il n'ait pas reçu un appui important du cercle nationaliste autour de Neuray (*XX S.*, 6.10.1925). Neuray craint que le clivage ancien entre forces cléricales et anti-cléricales pénétrera finalement aussi le monde nationaliste. Ses craintes ne sont pas sans fondements; Henri Grégoire et Oscar Grosjean, dirigeants de la revue libérale *Le Flambeau*, sont obligés de fournir un effort pour faire disparaître chez plusieurs de leurs coréligionnaires libéraux une certaine réserve, engendrée par le caractère catholique de la Rhénanie. La prose de Wallez ne rend que plus difficile aux anti-cléricaux d'accepter que "la destruction de l'oeuvre de Bismarck vaut bien une messe" (*Le Flambeau*, 1919, t. 2, p. 291).

(67)*R.C.*, 24.3.1922, p. 20; 3.6.1921, p. 5, et ainsi de suite.

(68)*R.C.*, 25.3.1921, p. 5; 27.1.1922, p. 6; 8.2.1924, p. 1; 3.9.1926, p. 1; et ainsi de suite. "Sans aller jusqu'à affirmer avec certains que la paix de Versailles fut une paix anti-religieuse, et franc-maçonne, on peut constater que ceux qui l'élaborèrent se méfièrent du Vatican et le tinrent à distance. Rarement, au cours de sa longue histoire, Rome avait été aussi systématiquement ingorée" (M.J. LO-RY, *Douze leçons sur l'Europe, 1914-1947*, Bruges, 1968, p. 90).

B. L'Après-guerre économique-social

1. Une classe ouvrière plus combattive

A la fin de 1918, la vie économique belge est totalement désorganisée. L'équipement industriel est en partie détruit, démantelé ou fortement endommagé. A cette misère s'ajoute une grande pénurie de matières premières, de sorte que même les entreprises en état de fonctionnement, ne peuvent se remettre au travail immédiatement. Un taux de chômage sans précédent s'installe. C'est seulement à partir de mai 1919 que s'ébauche une certaine reprise économique, le nombre de chômeurs reste très élevé. L'inflation aggrave la situation. Les hausses de prix atteignent un niveau record et minent le pouvoir d'achat. Les revendications salariales des ouvriers se durcissent.

Cette situation économique très grave se joue sur une toile de fond internationale socialement fort mouvementée. La révolution russe inaugure en Europe une période de fermentation révolutionnaire. En 1918, un raz de marée de grèves et finalement de révolutions déferle à travers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Entre 1919 et 1920 la France est marquée par toute une série de grèves pré-révolutionnaires. La même chose se produit en Italie et l'Espagne connaît entre 1918 et 1920 son "trienio bolchevista". Le choc de la guerre a radicalisé toute la classe ouvrière européenne.

Cette évolution touche aussi la Belgique. Comme partout ailleurs dans les pays alliés ou neutres, les effectifs syndicaux connaissent une hausse spectaculaire. Les syndicats socialistes, ayant 130.000 affiliés en 1914, en comptent 688.000 en 1920. Les organisations syndicales chrétiennes progressent et passent de 65.000 membres en 1919 à 162.000, en 1922 (69). Les syndicats belges sont devenus en quelques années, des organisations de masse qui se structurent pour augmenter leurs chances de succès dans leurs confrontations avec le patronat.

A l'encontre de la période d'avant 1914, le syndicalisme chrétien n'est plus le cadre de discussions portant sur la nécessité de convaincre les patrons de l'utilité d'un mouvement syndical. Le ton est de-

(69) P. JOYE-R. LEWIN, *L'Eglise et le mouvement ouvrier en Belgique*, Bruxelles, 1967, p. 183-186.

venu plus combattif, plus ouvrieriste et moins confessionnel. On parle maintenant d'une généralisation de la participation des travailleurs et employés à la direction, du partage des gains, de conventions collectives, d'organisation de l'entreprise. On note également un changement net dans l'attitude de la base vis-à-vis des socialistes, avec lesquels certains veulent collaborer (70). Le syndicalisme chrétien n'est toutefois qu'une partie du mouvement ouvrier chrétien qui veut s'affirmer en tant que tel politiquement. Cela aura des conséquences pour les rapports de force à l'intérieur du parti catholique. Le M.O.C. n'est d'ailleurs pas l'héritier direct de la Ligue démocratique belge. Ses trois principes : religion, propriété, famille, se transforment et le M.O.C. prône : autorité, justice, amour du prochain. Ce glissement est l'oeuvre d'un mouvement qui part maintenant d'une problématique purement ouvrière et qui veut élaborer une authentique organisation de travailleurs (71).

Dans un temps de crise, la classe ouvrière engage la lutte avec détermination. A partir de 1919, un véritable raz de marée de grèves secoue le monde des travailleurs, des employés du secteur bancaire, des P.T.T., des vicinaux. Ensuite viennent des grèves dans les mines et la métallurgie. Les quelques 160.000 grévistes de 1919, sont 290.000 en 1920. En 1922, il y en a 85.000 et 105.000 en 1923 (72). En comparaison avec l'avant-guerre, on est maintenant bel et bien arrivé à l'époque des grèves de masse. La journée de travail de 8 heures, le salaire minimum, la reconnaissance syndicale et le droit de grève par la suppression de l'article 310 du code pénal, sont quelques grands points de l'enjeu de la lutte. Au niveau politique, les socialistes et les démocrates-chrétiens luttent pour l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus et les héritages, un impôt spécial sur les gains exceptionnels d'après-guerre, l'assurance sociale, et d'autres garanties.

Les tenants du pouvoir économique et politique ne peuvent fermer les yeux devant cette situation nouvelle. Hantés par le fantôme d'une éventuelle révolution sociale, et la conscience que la re-

(70) En 1920, la Confédération des Syndicats Chrétiens insiste auprès de ses membres afin qu'ils ne s'unissent pas aux socialistes pour fêter le 1er mai. C'est là une indication que la base du syndicalisme chrétien veut aller plus loin que la direction (P. JOYE-R. LEWIN, *op.cit.*, p. 185).

(71) *Honderdvijftig jaar katholieke arbeidersbeweging in België (1780-1939)*, Brussel, t. 3, p. 242-261.

(72) *Ibid.*, p. 211-229.

construction industrielle et économique ne peuvent se faire sans et contre la classe ouvrière, ils sont bien vite prêts à faire des concessions.

Les éléments conservateurs du Parlement ne cèdent toutefois pas sans résistance. De plus, après un certain temps, le patronat se rend compte que le danger d'une véritable révolution sociale est, tout compte fait, très relatif. En effet, la plus grande menace aurait dû venir des forces socialistes; or, il apparaît très vite qu'elles ne mettent pas fondamentalement les structures existantes en question, et qu'elles sont prêtes en échange de certaines concessions, à coopérer à la reconstruction. Les socialistes acceptent donc de travailler à l'intérieur du système capitaliste. Bien sûr, le langage révolutionnaire ne fait jamais défaut, mais dans la pratique, l'élan révolutionnaire de la classe ouvrière est habilement canalisé, désamorcé et dirigé vers un programme de revendications concrètes et immédiates qui font miroiter un mieux-être tout proche. Derrière un langage révolutionnaire, les socialistes mènent les desseins des ouvriers sur des chemins réformistes. Il en découle, lors de la première crise de l'après-guerre en 1920-'21, quand le chômage s'amplifie, l'obligation pour le mouvement syndical de tout mettre en oeuvre pour sauvegarder les avantages acquis. Sous le gouvernement catholique-libéral de 1921 à 1925, les forces conservatrices s'efforcent de saper l'oeuvre de conquête sociale; les propositions d'amendements de la loi sur la journée de travail de 8 heures sont une preuve éloquente de ces tentatives.

Cependant, il faut noter que les premières années de l'après-guerre ont apporté des changements fondamentaux. On ne peut plus ignorer la classe ouvrière bien organisée. On doit lui réserver une place dans les projets d'avenir. Les organisations syndicales se sont imposées comme des partenaires de concertation dont on doit tenir compte, si on ne veut encourir les plus graves difficultés. L'instauration des commissions paritaires officialise cette concertation. Les propriétaires des moyens de production ont perdu leur hégémonie, et sont obligés d'accepter l'"intrus" dans le jeu social.

2. La réaction

Les réactions des catholiques réactionnaires à ce qu'ils ressentent comme une crise socio-économique, sont en partie celles de toute la

bourgeoisie catholique inquiète. Leurs publications fourmillent d'attaques contre la journée de travail de 8 heures, contre la hausse de l'impôt sur le capital, contre la participation des travailleurs dans la conduite de l'entreprise, et contre les autres conquêtes sociales. Dans leur attitude conservatrice, ils soulignent tous le viol du droit de propriété et le caractère exclusivement matérialiste des revendications du monde ouvrier. Le mouvement syndical aurait dégénéré en une machine de guerre au seul service de la lutte des classes.

Ils agitent sans cesse l'épouvantail bolchévique. Ils "démasquent" des conquêtes sociales de la classe ouvrière comme des étapes vers une bolchévisation de la Belgique catholique (73). Dans cette perspective, ils font grand état du refus des dockers anversoïses en août 1920, de charger des armes françaises pour la Pologne où les Soviets marchent vers Varsovie. *La Revue Latine* veut même déclencher toutes ses batteries et démasquer "la subversion bolchéviste". Elle commence en octobre 1920 par une "Chronique Contre-révolutionnaire" sous la direction du publiciste français Jean Maxe qui se fixe comme but, "de dépister les menées ténébreuses, trop peu dénoncées des apôtres de la révolution mondiale" (74). Les chroniques de Maxe sont un mélange d'anti-bolchévisme obsessionnel et d'antisémitisme vulgaire (75). En guise de conclusion au compte-rendu de son livre *De Zimmerwald au Bolchévisme, ou le triomphe du marxisme germaniste* (1920), *La Revue Latine* prône que "Les menées de nos socialistes bolchévisants ne peuvent plus bénéficier de notre ignorance" (76). On ne peut oublier dans tout cela que même les évêques belges, et surtout le cardinal Mercier, insistent sur le lien fondamental entre les socialistes belges et les communistes bolchévistes (77).

(73) *R.C.*, 6.8.1926, p. 2-4; 3.3.1922, p. 7; 8.12.1922, p. 1; 19.8.1921, p. 12-14; 15.4.1921, p. 5; 14.3.1924, p. 14-19; 30.12.1921, p. 12; 26.2.1926, p. 18; 24.3.1922, p. 6.

U.C., 4.12.1926.

P.A., 5.12.1926.

R.L., janv. 1921, p. 6; juil. 1921, p. 577; déc. 1921, p. 1051-1052. 20 déc. 1922, p. 66. *J.N.*, févr. 1920, p. 226-228; avr. 1920, p. 291; mai 1921, p. 5; mai 1922, p. 21-25. Voir aussi, J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 81-84.

(74) *R.L.*, oct. 1920, p. 363.

(75) *R.L.*, août 1920, p. 114-122; oct. 1920, p. 367-268; janv. 1921, p. 63-64.

(76) *R.L.*, mai 1920, p. 499.

(77) *Honderdvijftig jaar katholieke arbeidersbeweging in België*, Brussel, 1966, t. 3, p. 11.

Ces catholiques s'attaquent surtout aux forces socialistes; mais le mouvement ouvrier chrétien n'échappe pas plus à leur fureur. Le syndicalisme chrétien, lui aussi, collaborerait à un clivage horizontal artificiel de la société, en méconnaissant que le clivage vertical, à travers les classes sociales éventuelles, entre forces catholiques et anti-catholiques est le seul naturel. Le syndicalisme chrétien participerait à l'organisation de la lutte des classes et ne s'intéresserait plus qu'à une politique matérialiste de surenchère avec les socialistes. Sur une base de haine et d'opportunisme, le syndicalisme chrétien donnerait un nouveau souffle aux forces matérialistes brutales, reniant au surplus son devoir premier qui est de prendre soin de l'éducation spirituelle et morale de l'ouvrier. Le mouvement ouvrier chrétien essaierait de cacher sa "trahison" derrière une interprétation tendancieuse de "Rerum Novarum" (78).

La plupart de ces catholiques ne peuvent assumer la nouvelle situation socio-économique de l'après-guerre, et la perçoivent comme une crise, parce qu'ils sont restés tributaires du conservatisme et du paternalisme hérités du catholicisme-social du XIXe siècle. Le cas de Paul Crokaert et de son groupe est typique; avant 1914, ils étaient actifs au sein de *L'Action Démocratique* bruxelloise. Leur engagement toutefois était teinté du paternalisme des bourgeois qui se penchent pleins de compréhension sur la misère ouvrière et qui veulent, sous leur direction, obtenir de meilleures conditions de vie pour les pauvres malheureux. Après la guerre, on ne retrouve plus ces personnes dans le syndicalisme combattif, précisément parce qu'ils ne peuvent plus suivre le mouvement chrétien émancipé dans son évolution ouvriériste, sous la direction des ouvriers (79). Il est significatif que Van de Hout en 1921, s'exclame que le mouvement ouvrier chrétien doit "reprenre l'ancienne lutte pour la religion, la propriété

(78)*R.C.*, 6.5.1921, p. 1; 20.11.1925, p. 1; 26.2.1926, p. 18; 6.8.1926, p. 2.

R.L., août 1921, p. 690-692.

J.N., mai 1921, p. 5; janv. 1922, p. 262-265; mai 1922, p. 21-25.

Même l'identité des termes traduit l'unanimité frappante qui existe entre ces gens. L'abbé Schyrgens, un des grands responsables dans *La Revue Catholique des Idées et de Faits* et *Le XXe Siècle*, prétend que la Confédération des Syndicats chrétiens "se met à la remorque des socialistes" (*R.C.*, 30.3.1923, p. 17). *La Revue Latine* parle de "se mettre à la remorque du syndicalisme marxiste" (*R.L.*, août 1921, p. 690), tandis que Hommel perore sur "à la remorque de l'idéal marxiste" (*R.C.*, 3.3.1922, p. 7).

(79)*P.A.*, 11.10.1925; 30.8.1925.

et la famille", justement les trois principes de la Ligue démocratique belge (80).

Les déclarations de foi paternalistes de plusieurs de ces catholiques réactionnaires, prouvent qu'ils ne se rendent pas compte, et souvent à un degré déconcertant, qu'ils vivent dans un monde où en 1917, la Révolution bolchéviste a fait son entrée, dans un pays qui compte en 1919, 160.000 grévistes et 290.000 l'année suivante. Des jeunes de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques" affirment de ne pas avoir à recevoir de la part du mouvement ouvrier chrétien des leçons d'engagement social. Ils se réfèrent à leur présence au front, où ils auraient pris conscience du problème social et des solutions indiquées, pour avoir "partagé la vie du peuple pendant 4 ans" (81). Ils ne comprennent pas qu'il s'agit là d'un argument à rebours. Le caractère paternaliste de leur approche de la question sociale n'a pu qu'être accentué en acquérant cette expérience au sein d'une armée en état de guerre, où ils se trouvaient dans la plupart des cas en position de gradés vis-à-vis de la troupe, le peuple, qui leur devait stricte obéissance ... et dont, très souvent, ils ne comprennent même pas la langue maternelle. Un de ces jeunes de la "Fédération", Carl Beyaert, fils de bourgeois catholique brugeois, a la solution en poche : "Nous irons vers ce peuple en démophiles, en démocrates sociaux, nous *penchant* sur ses misères, avec *un mot d'amour*, une *miche de pain*" (82), et cela en 1925 ! Luc Hommel, grand inspirateur de *Pour l'Autorité* fait des déclarations du même genre (83).

Les difficultés entre l'A.C.J.B. et la J.O.C. sont également liées à ce point de vue paternaliste et hostile, à travers lequel l'aumônier général Picard juge le mouvement ouvrier chrétien. Le chanoine Brohée, un des hommes influents à la direction de l'A.C.J.B., croit utile de mettre le cardinal Mercier plusieurs fois en garde contre ce mouvement qui collabore à affermir la conscience de classe (84). Le chanoine Douterlungne, aumônier général des Oeuvres Sociales du diocèse de Tournai et ami fervent du M.O.C., se fait reprocher par

(80) *R.C.*, 22.7.1921, p. 4.

(81) On retrouve cet argument entre autres chez Charles du Bus de Warnaffe de *La Jeunesse Nouvelle* et de *Pour l'Autorité* (*R.C.*, 23.2.1923, p. 9).

(82) *A.N.*, 13.12.1925, p. 251.

(83) *R.C.*, 3.3.1922, p. 7. Voir également les propos du chef étudiantin Michel Moerman dans *R.L.*, juil. 1921, p. 594.

(84) Brohée à Mercier, 27.9.1924, 24.2.1925, 26.6.1925, éditées dans M.A. WALCKIERS, *op.cit.*, no. 19, 20, 29.

Brohée d'encourager, ainsi que ses amis, les soucis et les revendications purement matérielles des ouvriers, et de pêcher "d'exagération démocratique qui est opposée à l'Évangile, qui professe la subordination des classes" (85). La *Revue Catholique* pour sa part, accentue le rôle négatif de la doctrine catholique sur le terrain social, en l'associant sans cesse aux notions de "frein, réprimer, barrière, digue" (86).

Ce paternalisme qui ne tarit pas sur la crise sociale de l'après-guerre, est aussi lié à la défense implicite, qui ne veut pas s'avouer, du libéralisme économique et social, quoique justement dans ce milieu de réactionnaires, on claironne que l'on déteste tout ce qui touche au libéralisme. On a, à cet égard, une diatribe très instructive entre le jésuite Fallon et Edgard Janssens, professeur à l'université de Liège. *Les Principes d'Économie-Sociale* (1921) de Fallon constituent le point de départ de la dispute. Janssens ne ménage pas ses critiques. Il insiste sur le fait que l'ennemi numéro un, reste la pensée économique libérale, toujours bien vivante, dont il dit retrouver maintes traces dans l'ouvrage de Fallon (87). Celui-ci répond que le professeur liégeois voit le danger là où il n'est plus, tandis qu'il ferme les yeux devant le danger nouveau, réel celui-là : le libéralisme a déjà un pied dans la tombe; l'État par contre, commence à s'accaparer d'une infinité de choses, il devient véritablement un État-tout; le syndicalisme est devenu si puissant qu'on peut se demander ce qui restera d'ici peu, de la liberté individuelle. Selon le jésuite, la réforme sociale est si bien mise en route qu'on commence maintenant à exagérer outre mesure. Il cite à l'appui de ses affirmations la loi sur la journée de travail de 8 heures comme exemple type de l'anéantissement de la liberté individuelle. Fallon estime donc dangereux de "s'absorber dans la hantise du libéralisme déchu, de s'acharner sur ses restes impuissants, tandis que le socialisme géant se dresse derrière nous et

(85) "Nos oeuvres devraient mettre en relief la volonté providentielle de la subordination des classes, le rôle des classes dirigeantes, le rôle des intellectuels, de l'université...cela n'empêche nullement d'exalter l'amour de sa condition, même subordonnée". Agir d'une autre manière constitue, selon le chanoine Brohée, une aide efficace à la campagne matérialiste et athée des socialistes (Brohée à Douterlungne, février 1925, éditée dans M.A. WALCKIERS, *op.cit.*, no. 50).

(86) L'abbé Schyrgens en donne un échantillon typique dans *R.C.*, 3.6.1921, p. 10.

(87) "Le libéralisme est de ces morts qui se portent fort bien. Il ne suffit pas de les tuer une fois, il faut renouveler à plusieurs reprises l'exécution capitale" (*R.C.*, 3.2.1922, p. 12.).

s'apprête à nous casser les reins" (88). Janssens ne s'avoue pas du tout vaincu, au contraire, et la dispute continue, sur un ton montant, dans plusieurs parutions de la *Revue Catholique*. Fallon bénéficie de l'appui de Legrand et de Deschamps, sans qu'ils apportent de nouveaux éléments au débat (89). Ce sera dans la logique des choses que, lors de la querelle autour de Maurras, on retrouve Janssens et Fallon aux avant-postes des deux camps opposés.

C. Glissements dans les rapports de forces politiques

1. De "Loppem" à la coalition démocrate-chrétienne-socialiste, 1918-1925

Avant même la réunion de la Chambre dans le pays libéré, la Belgique est dotée d'un nouveau gouvernement qui prend la relève du gouvernement de guerre de Cooreman, qui a succédé à celui de de Broqueville. Il est né des pourparlers en novembre 1918 au quartier général du roi, au Château de Loppem près de Bruges. Des représentants de la Belgique occupée, comme Anseele et Janson, participent à ces tractations. Avec une situation sociale incertaine et de graves problèmes de politique tant intérieure qu'extérieure en perspective, il ne peut être question que d'un gouvernement d'union nationale placé sous la direction de l'avocat catholique Léon Delacroix. Il inscrit à son programme une démocratisation politique et sociale, ainsi que des concessions au mouvement flamand. Le nouveau gouvernement a vite fait d'acquiescer la confiance de la Chambre qui se rend compte de la nécessité première de faire des concessions aux représentants de la classe ouvrière, dont il faut obtenir la coopération pour résoudre les problèmes à l'échelle du pays.

Les catholiques conservateurs ne sont pas d'accord, et rejettent

(88) *R.C.*, 30.12.1921, p. 12.

(89) Janssens dans *R.C.*, 9.12.1921, p. 13-14; Fallon dans *R.C.*, 30.12.1921, p. 11-13; Legrand dans *R.C.*, 6.1.1922, p. 13-14; Janssens dans *R.C.*, 3.2.1922, p. 12-13; Deschamps dans *R.C.*, 10.2.1922, p. 16-18; Fallon dans *R.C.*, 24.2.1922, p. 14-16; Janssens dans *R.C.*, 10.3.1922, p. 11-12; Fallon dans *R.C.*, 17.3.1922, p. 14-15.

la nouvelle combinaison gouvernementale. Pour eux, il ne peut être question que du "Coup de Loppem" : les pourparlers auxquels aucun représentant des catholiques conservateurs n'a été mêlé, ont été manipulés par les socialistes qui ont menacé de créer des troubles. Les catholiques qui en faisaient partie ou étaient représentés par le nouveau venu dans le parti, Delacroix, n'ont pas pu s'y opposer et ont été bernés. Les conservateurs présentent le contenu démocratisant du programme gouvernemental comme le résultat de manœuvres socialistes pernicieuses. Mais les réformes proposées agitaient déjà avant la guerre l'ordre du jour politique et bénéficiaient déjà de l'appui de la majorité des Belges. Cet appui ne pouvait toutefois se traduire en une force politique équivalente par le maintien du vote général plural. Le mythe du "Coup de Loppem" restera dans l'après-guerre, une constante dans la littérature catholique conservatrice (90).

Lorsque le gouvernement propose en décembre 1918 de faire les prochaines élections législatives sur base du suffrage universel pur et simple, les conservateurs se démènent pendant trois mois, mais sans résultat. Au moment de la constitution des listes catholiques, les frictions entre démocrates et conservateurs ne manquent pas. Dans plusieurs circonscriptions, ces derniers ne veulent abdiquer devant "Les exigences scandaleuses" des démocrates et flamingants, et présentent leurs propres listes sous les dénominations de "Catholiques nationaux", "Bloc Catholique" et autres. Ces difficultés se répèteront en 1921 et 1925 (91).

Lors des élections législatives de novembre 1919, le suffrage universel pur et simple permet à la radicalisation par la guerre de se traduire dans la répartition des mandats politiques. Les catholiques perdent 26 sièges et les libéraux 11. Les socialistes par contre en gagnent 30. La majorité absolue des catholiques à la Chambre, qui a tenu pendant 30 ans, appartient au passé, ce qui oblige maintenant à recourir à la formule du gouvernement de coalition. On ne saurait minimiser le choc de cette situation en milieu catholique. Les

(90) Voir H. HAAG, "Le témoignage du Roi Albert sur Loppem (Février 1930)", *Bulletin de la Commission Royale d'Histoire*, CXLI, no. 4, p. 313-347.

(91) Des témoignages sur ces tensions au sein du parti catholique de l'époque, dans P. VAN ISACKER, *Tussen Staat en volk. Nagelaten mémoires*, Antwerpen, 1953.

conservateurs situent classiquement l'origine de cette catastrophe dans la "trahison" de Loppem, à laquelle les démocrates chrétiens ne se sont pas opposés. Au cours des deux gouvernements suivants d'union nationale, sous la direction de Delacroix et ensuite de Henri Carton de Wiart, où la présence socialiste est accrue et celle des catholiques diminuée, les conservateurs constatent avec fureur que les forces progressistes arrivent à se faire valoir sur plusieurs terrains, dont celui de la législation sociale. L'accèsion au pouvoir à Anvers, d'une coalition démocrate-chrétienne-socialiste animée par Frans Van Cauwelaert et Camille Huysmans, a l'effet psychologique d'un camouflet en public. Une fois que la révision de la constitution a abouti, il devient clair que les jours du dernier gouvernement d'union nationale sont comptés. Pour les conservateurs, toute cette époque entre 1918 et 1921 a consisté à réaliser le programme socialiste, et cela avec la collaboration naïve des démocrates chrétiens et flamingants.

En 1921 l'organisation du parti catholique en "standen" ne peut mettre fin aux frictions dans ses rangs. Sous le nom d'"Union Catholique Belge" la base politique catholique est coiffée d'un organisme confédéral, formé par des représentants des quatre fédérations, mouvement ouvrier chrétien, ligue des agriculteurs, classe moyenne, bourgeoisie, qui forment ensemble la nouvelle union. Mais cette Union reste uniquement un instrument de contact entre les quatre administrations des "standen", qui n'ont pas grand chose à dire au niveau de la base. Les affrontements entre flamingants et fransquillons, entre démocrates et conservateurs continuent bon train. Pour de nombreux conservateurs, la crise à l'intérieur des rangs catholiques résulte avant tout de "l'emprise démocratico-flamingante sur le parti".

Mais le parti catholique pouvait difficilement éviter une crise au cours des années de l'après-guerre. La confrontation confessionnelle, base sur laquelle repose le parti est de moins en moins l'armature des activités parlementaires. La question scolaire paraît avoir reçu une solution qui peut satisfaire les deux camps. La nécessaire reconstruction économique du pays, l'intérêt primordial pour une politique sociale afin d'éviter que les employés perturbent cette reconstruction, l'indifférence religieuse grandissante et les expériences de la guerre, voilà les facteurs qui contribuent à déconfessionnaliser fortement la vie politique. La ligne de démarcation confessionnelle de type vertical entre les citoyens et les groupes politiques, perd

beaucoup de son caractère absolu et passionnel. Le nouveau clivage qui s'accroît de plus en plus, est à base socio-économique et suit un tracé horizontal qui coupe en tranches le parti catholique. L'opposition confessionnelle ayant de moins en moins de poids politique réel, le ciment pour colmater ces différentes tranches devient de plus en plus sableux. Le mouvement flamand qui s'émancipe politiquement ajoute encore au désarroi.

Les élections du 20 novembre 1921, après lesquelles le dernier gouvernement d'union nationale dirigé par Carton de Wiart démissionne, donnent aux catholiques un gain de 7 sièges à la Chambre. Au Sénat réformé par la Constitution, les socialistes accomplissent un important bond en avant et font perdre aux catholiques la majorité absolue. La prose sur le "Coup de Loppem" connaît à nouveau une période de grand succès dans le milieu conservateur.

La nouvelle coalition gouvernementale entre catholiques et libéraux, sous la conduite du catholique Theunis, tiendra le coup jusqu'en 1925, toutefois avec deux crises suivies de remaniements de l'équipe. Le rapprochement entre catholiques et libéraux se dessinait déjà pendant la deuxième moitié du gouvernement de Carton de Wiart. Les catholiques conservateurs surtout rêvaient d'une telle coalition qui pourrait s'occuper de la réaction bourgeoise à la politique soi-disant socialiste des gouvernements d'union nationale. Même au cours des trois gouvernements Theunis, les conservateurs doivent faire l'expérience que "le bon vieux temps" ne reviendra jamais plus et qu'ils trouveront désormais à chaque pas les forces démocratiques et flamingantes en travers de leur chemin, que ce soit au sujet de la néerlandisation de l'université d'état de Gand, l'occupation de la Ruhr, la prolongation du service militaire, ou que ce soit lors des essais de démolition de la législation sociale. En février 1924, une majorité composée de socialistes, démocrates-chrétiens et flamingants, refuse à la Chambre de ratifier l'accord commercial franco-belge conclu en 1923. Au cours de la crise gouvernementale qui suit, les socialistes tendent ostensiblement la main aux démocrates-chrétiens.

Le troisième gouvernement Theunis ne tient pas longtemps. Il s'enlise à cause d'une querelle entre partenaires gouvernementaux sur le droit de suffrage féminin pour les élections provinciales, et ne voit d'issue que dans des élections anticipées. Les résultats de cette consultation électorale du 5 avril 1925, sont une douche glacée pour les conservateurs. La coalition sortante perd beaucoup de terrain,

tandis que les socialistes, gagnant 10 sièges, en obtiennent autant que les catholiques. Sur ces entrefaites, le Roi confie le rôle de formateur à Vandervelde. Pour la première fois, dans l'histoire politique belge, un chef socialiste est appelé à cette fonction ! Après une très longue crise, un gouvernement démocrate-chrétien-socialiste est constitué sous la direction de Prosper Poullet. Les forces progressistes sont ensemble au pouvoir, les conservateurs sont repoussés dans l'opposition, en bloc, et cela par-dessus les différences confessionnelles et les démarcations de parti. Voilà un fait nouveau, le produit d'énormes glissements politiques depuis 1914.

2. La réaction

a. Le "Parti de l'Ordre"

L'idée d'un "Parti de l'ordre" connaît assez de succès dans le milieu catholique conservateur. Son contenu est très large et va de l'accord électoral pur et simple à une véritable union entre catholiques et libéraux. Le parti catholique, "épuré de ses éléments malsains", serait le noyau de cet éventuel "Parti de l'Ordre". On retrouve déjà cette idée à la fin de la guerre, entre autres dans des lettres de Lichtervelde à de Broqueville (92).

Les gouvernements d'union nationale que les catholiques conservateurs décrivent comme le manteau sous lequel on réalise la politique socialiste, démocrate-chrétienne et flamingante, donnent au courant "Parti de l'Ordre" son deuxième souffle. Le rapprochement entre le syndicalisme socialiste et chrétien et entre démocrates-chrétiens et socialistes, accélère chez les catholiques et libéraux conservateurs la prise de conscience qu'ils ont des théories et surtout des privilèges socio-économiques communs à défendre.

En 1921, il devient clair pour tout le monde que le glas sonne pour le gouvernement d'union nationale. Daniel Ryelandt, futur chef de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques" où règne un

(92) De Lichtervelde à de Broqueville, 12.9.1918, 30.9.1918 (A.G.R., Pap. Broq., no. 142).

anti-flamingantisme enragé (93), est d'avis que le moment est venu pour le parti catholique de mettre les flamingants à la porte, "de secouer ce joug déshonorant". Ryelandt n'est pas le seul à faire cette proposition; il peut se référer au co-directeur de la *Revue Générale*, Auguste Melot, qui déclarait peu avant, qu'il vaut mieux "voir grandir le 'Frontpartij' que de transformer peu à peu le parti catholique en Frontpartij" (94). Bien avant le lancement de la campagne électorale, à la fin du gouvernement Carton de Wiart, ce même Melot fait des propositions explicites aux libéraux (95). "Une entente catholico-libérale des hommes d'ordre", c'est la formule future à laquelle rêvent nombreux conservateurs belges.

Mais le parti catholique, en tant que noyau indispensable de ce "Parti de l'Ordre", doit d'abord être épuré, de sorte qu'il ne peut plus héberger de responsables d'actions anti-nationales, comme celle pour la néerlandisation de l'université de Gand. Jean Valschaerts, le rédacteur en chef du journal *Le Rappel* veut que "quelques courtisans de la démagogie et les ennemis de l'unité de la Patrie" soient tout de suite expulsés (96). Pendant la deuxième moitié de 1924, Melot propose dans *Pour l'Autorité* une épuration semblable, pour conclure ensuite des accords électoraux avec les éléments d'ordre du parti libéral. Des journaux conservateurs, tels que *La Métropole* et *Le Rappel* applaudissent le projet Melot de tout coeur (97). Les nationalistes, instruits par leurs échecs de 1919 et 1921, sont enthousiasmés.

(93) Ces anti-flamingants défendent une Flandre historiquement et naturellement bilingue comme une nécessité belge. Quiconque veut toucher à cette donnée prétendument naturelle, en militant par exemple pour la néerlandisation de l'université de Gand, commet automatiquement un acte anti-national. Les publications de "La Fédération Belge des Étudiants catholiques" grouillent d'insinuations blessantes qui renvoient au "Flamenpolitik". A l'occasion de la parution du livre de RUDIGER, *Un livre noir de la trahison activiste*, — en fait une édition partielle des archives du "Conseil de la Flandre" collaborationniste en 1914-'18 — le président de "La Fédération", Daniel Ryelandt, indique le lien intime entre les "véritables activistes" et les "activistes camouflés du Frontpartij". Ryelandt calomnie à bon train : bon nombre de ceux qui dirigent le "Frontpartij" ont risqués pendant quatre ans leur vie au front de l'Yser. En ce qui concerne le "Vlaamse Landsbond", groupe de pression flamingante à l'intérieur du parti catholique, Ryelandt écrit : "malgré ses déclarations hypocrites, il se rapproche de plus en plus du Frontpartij" (*Jeunesse Flamande*, mai 1921).

(94) *Jeunesse Flamande*, mai 1921.

(95) *La Revue Générale*, juil. 1921, p. 110.

(96) *R.C.*, 23.2.1923, p. 8.

(97) *R.C.*, 15, 20.8.1924, p. 1, 5-6; 24.10.1924, p. 1.

siastes également (98). C'est dans ce contexte qu'il faut expliquer l'apparition de Nothomb sur la liste catholique bruxelloise pour les élections d'avril 1925. Selon le baron nationaliste, un nouveau parti catholique, s'élargissant vers le centre nationaliste et libéral, pourrait devenir le pivot d'un grand "Parti de l'Ordre" (99).

Le résultat des élections du 5 avril, et la coalition démocrate-chrétienne-socialiste qui suit, procurent dans un certain sens aux conservateurs, l'épuration qu'ils souhaitaient tant. Mais l'initiative n'est pas venue de chez eux ! Ils supportent d'autant plus mal la situation que les libéraux ont perdu une partie consistante de leurs effectifs à la Chambre. De l'ensemble des forces d'opposition qui va s'accroissant à cause du nouveau gouvernement, on voit apparaître les contours de ce "Parti de l'Ordre" tant désiré. Ce "Parti" est devenu une affaire purement négative : des anciens combattants mécontents, des militaires de carrière frustrés qui ne peuvent s'accommoder de leur moindre importance sociale depuis la fin de la guerre, des francophones qui sont traumatisés par le mouvement flamand, des bourgeois devenus furieux, et en même temps peureux devant la combativité syndicale, des libéraux déçus qui voient se rétrécir à grande allure leur force politique, des catholiques conservateurs qui tempêtent contre l'activité démocrate-chrétienne et flamingante au sein du parti (100). Toutes ces frustrations entremêlées, on peut les voir à l'oeuvre dans la rue, lors de la manifestation du 9 février 1926, autour du Palais du Cinquantenaire à Bruxelles, manifestation dirigée contre le premier ministre Prosper Poullet. En sa personne, on chahute l'homme qui s'opposait déjà pendant la guerre au programme nationaliste belge, et qui dans sa déclaration gouvernementale, précise que la politique étrangère sera désormais axée sur la Ligue des Nations, et que la durée du service militaire sera diminuée

(98) Neuray dans *N.B.*, 3.9.1924; Nothomb dans *A.N.*, 6.9.1924.

(99) *A.N.*, 27.9.1925, p. 409.

(100) L'esprit qui anime une fraction importante de ce "Parti de l'Ordre", ressort très bien dans une lettre du lieutenant catholique de Dinant, Panier, à Paul Jourdain, directeur de *La Libre Belgique* du 28.5.1925 (Pap. Pass.) : "Laissez donc aller aux socialistes ceux qui veulent y aller, flamingants, libéraux, démocrates et tuti quanti mais sonnez le ralliement de tous les éléments d'ordre. Nous en avons assez en province, de ces fumisteries politiciennes, dont souffre le pays...Devant la crise nos coeurs d'industriels, de commerçants, d'hommes d'affaires sont remplis de crainte et d'appréhension. Quel marasme partout !".

— ce jour-là, Poulet préside justement au transfert solennel au Musée de l'armée des drapeaux des régiments dissous —. Mais les cris hostiles sont également destinés à l'ami du mouvement flamand, au chef de la coalition gouvernementale progressiste qui pourrait bien mener une politique sociale qui ne ménage pas les coffres-forts du patronat.

Le "Parti de l'Ordre" donne avant tout l'impression négative d'un parti des privilèges menacés. Il peut à peine être question d'une doctrine politique qui cimente ces différents groupes frustrés en un véritable tout opérationnel. A ce sujet, les jeunes réactionnaires de *La Revue Latine* et de *Pour L'Autorité* veulent un changement. Dotremont rejette dès le début de sa revue, la possibilité d'une véritable union, à l'intérieur du parti catholique, entre des gens qui ont des objectifs politiques et sociaux diamétralement opposés (101). Il n'est pas moins sceptique vis-à-vis des catholiques qui dans le parti aiment à se présenter comme "les hommes d'ordre", noyaux d'un "Parti de l'ordre". Pour Dotremont, la politique de ces gens est, au même degré que celle des autres, un opportunisme au jour le jour qui ne procède en aucun cas, d'une doctrine politique. "Une politique d'Ordre doit être appuyée sur une doctrine de l'Ordre" (102). *La Revue Latine* veut chercher sa première raison d'être dans l'élaboration d'une telle doctrine, en ouvrant largement la porte à Maurras et l'Action Française.

Hommel et son équipe prennent la même position; ce ne sont pas des enthousiastes inconditionnels de l'idée de concentration des "éléments d'ordre et d'autorité", qui gagne du terrain à la fin du gouvernement Theunis en 1924. Le parti catholique devrait préalablement élaborer un programme précis sur base d'une doctrine politique. A partir de là, il peut déterminer son attitude envers le parti libéral, et non, comme il se fait maintenant, à partir d'une opposition instinctive et irréfléchie au socialisme, chrétien ou pas, au flammantisme et aux autres forces destructrices. Le "concubinage" doit être changé en "contract de mariage en bonne et d'ue forme".

(101) "Peuvent-ils être un ceux qui emploient des moyens contradictoires, fut-ce en vue du même résultat ? Etre un, est-ce s'inscrire au même groupe, crier vive l'union ! et penser d'ailleurs tout à fait contradictoirement. Etre un n'est-ce pas plutôt idem velle et idem nolle par les mêmes moyens et les mêmes chemins ? Si les moyens sont contradictoires ou opposés, cela — être unis dans l'essentiel — ne peut suffire pour une union réelle, une association pratique" (*R.L.*, juil. 1921, p. 556-557).

(102) *R.L.*, déc. 1921, p. 1025-1042.

C'est seulement à ces conditions, que *Pour l'Autorité* accepte la formation d'un "bloc national anti-collectiviste réactionnaire". A partir de la deuxième moitié de 1924, la feuille lance une campagne dans ce sens (103).

b. Groupe critique de pression et d'étude à l'intérieur du parti catholique

Les jeunes réactionnaires de la *Revue Latine*, *La Jeunesse Nouvelle*, *Pour l'Autorité* et de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques" formulent deux griefs importants contre le parti catholique. En jeunes catholiques exaltés, ils manquent dans le parti d'élan catholique véritable, conséquent et offensif. Chez le personnel politique catholique, le catholicisme serait devenu un usage domestique privé. L'inspiration catholique sur le plan politique n'a plus cours (104). Le deuxième grief, intimement lié au précédent, concerne le manque de doctrine politique et sociale qui oriente les options pratiques du parti, qui ainsi renie régulièrement des principes intangibles et fait des concessions inadmissibles (105). En 1937, Etienne de la Vallée Poussin, se rappelle que lui-même et ses collègues de *Pour l'Autorité* étaient vers les années vingt unanimement d'accord pour que "le parti ne figure plus un mouvement d'idées; c'est une très solide (sic) organisation d'énormes cadres, une vieille expérience du pouvoir ... Le parti catholique n'est plus qu'un bel instrument sans objet. Il est dangereusement pragmatique et insouciant de doctrine politique" (106).

Les jeunes considèrent comme leur première et plus importante tâche de se pénétrer de l'enseignement catholique et d'acquérir une doctrine politique (107). Ils affirment sans cesse qu'ils doivent d'abord se consacrer à leur préparation intellectuelle et doctrinale et

(103) J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 138.

(104) *J.N.*, fév. 1921, p. 235-236; janv. 1922, p. 257-261.

(105) *R.L.*, janv. 1920, p. 89; avr. 1921, p. 348-351; déc. 1921, p. 1025-1029.

(106) *La Revue Générale*, 15.7.1937, p. 102.

(107) *R.L.*, janv. 1921, p. 7; juil. 1921, p. 559-560, *J.N.*, mai 1919, p. 1.

La Jeunesse Nouvelle, à la recherche d'une doctrine politique, affirme s'être adressée, plusieurs fois, en vain, à certains dirigeants du parti catholique pour demander leur aide (*J.N.*, janv. 1921, p. 201; oct. 1920, p. 98).

à l'étude des problèmes sociaux et politiques (108). Ils se prennent terriblement au sérieux, et veulent que les milieux politiques catholiques en fassent autant. Aussi longtemps que le parti s'y refuse, les jeunes déclinent toute plainte concernant leur désintéressement pour les activités du parti (109). Ce parti dispose bien depuis le XIXe siècle, des "Jeunes Gardes" qui s'occupent surtout des sales besognes au cours des campagnes électorales. Mais ces jeunes, de leurs cimes intellectuelles, refusent avec mépris un tel encadrement comme étant à peine bon pour "une jeunesse exubérante électorale" (110). Le parti doit les accepter pour leur apport doctrinal intellectuel, et non pas pour faire d'eux des jeunes hommes à tout faire, surtout dans le domaine des travaux manuels compromettants. Aussi bien *La Revue Latine* que plus tard *Pour l'Autorité* veulent être appréciés comme laboratoire à penser, où le parti peut venir chercher une doctrine de l'Ordre.

Au début, une telle attitude de jeunes intellectuels catholiques est difficilement digérée par les dirigeants du parti catholique. Le cardinal Mercier raconte aux organisateurs du premier congrès de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques" que de nombreux politiciens catholiques se plaignent à lui de la réticence à leur égard de la part de la jeunesse universitaire (111). A la réunion générale de la "Fédération des Cercles" en 1919, le vieux chef des conservateurs, Charles Woeste, s'en plaint personnellement (112). Le chanoine Jacques Leclercq de Bruxelles, est également régulièrement pris à part à ce sujet, par des dirigeants du parti (113). Melot consacre à cette réticence des jeunes intellectuels envers le parti, une chronique

(108) *R.C.*, 3.3.1922, p. 7. *J.N.*, mars 1922, p. 387; juin 1922, p. 117. *U.C.*, 17.1.1922.

(109) Selon Léon Mayence, on ne tient pas compte de la Jeunesse universitaire catholique; "dès lors qu'on veuille bien nous faire grâce du reproche d'inertie" (*J.N.*, janv. 1921, p. 199).

(110) "Elle ne veut plus être traitée en jeunesse électorale, employée à coller des affiches et à manier la matraque. Elle se fait une autre idée de la politique", ainsi Luc Hommel dans *R.C.*, 3.3.1922, p. 7-8. Le président de la "Gé" gantoise, Michel Moerman tient des propos similaires dans *J.N.*, juin 1922, p. 59.

(111) *U.C.*, 17.1.1922.

(112) Cité dans *J.N.*, oct. 1920, p. 97.

(113) "Nos jeunes gardes se meurent, nos petits jeunes gens trouvent de bon ton de mépriser la politique... les petits jeunes gens trouvent que cela manque d'élégance de descendre sur la place publique" (*R.C.*, 25.4.1924, p. 10).

dans sa *Revue Générale* sous le titre "Crise de confiance" (114).

Toutefois, de ces critiques souvent acerbes, on ne peut déduire que ces jeunes veulent se situer en dehors du parti, éventuellement dans une formation politique concurrente. Selon Hommel, ils veulent un renouveau doctrinal du parti, mais se prononcent unanimement "pour son maintien et contre son remplacement par un parti exclusivement nationaliste" (115). Plus tard, Jean Valschaerts du *Rappel* confirmera encore une fois cette idée (116). *La Revue Latine* ne veut pas préconiser une option politique hors du parti catholique (117). Tout cela est un coup dur pour le nationaliste catholique Nothomb. Dans le cadre de ses multiples essais de rapprochement avec ces groupes de jeunes, il invite en 1925 quelques membres de *Pour l'Autorité* à un dîner politique de son "Comité de Politique Nationale". Mais les invités, Ryelandt et Furquim d'Almeida, réaffirment sous son toit que *Pour l'Autorité* veut grouper une jeune élite pour travailler systématiquement, "dans le cadre du parti catholique", à une ébauche des réformes politiques nécessaires (118).

Il y a de nombreux liens entre ces groupes de jeunes catholiques réactionnaires et la fraction conservatrice du parti catholique. Certains sont même d'ordre familial, comme c'est le cas des jeunes Hubert et Xavier Carton de Wiart et de Jacques Ruzette. De plus, leur appartenance sociologique commune à la bourgeoisie catholique francophone, les réunit (119). Les politiciens catholiques conserva-

(114) *La Revue Générale*, 15 juil. 1920, p. 107-109. *La Jeunesse Nouvelle* s'empare tout de suite de ce texte (*J.N.*, oct. 1920, p. 97-99).

(115) *R.C.*, 3.3.1922, p. 8.

(116) *R.C.*, 23.2.1923, p. 8.

(117) *R.L.*, oct. 1921, p. 1042, 1105-1106.

(118) *A.N.*, 13.12.1925, p. 521.

(119) Louis de Lichtervelde est un de leurs fidèles et estimés conseillers. Aux banquets annuels du groupe, on retrouve toujours parmi les hôtes d'honneur, un certain nombre de personnalités politiques. Ces mêmes personnalités font également acte de présence aux congrès de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques". A l'occasion du premier congrès de cette organisation, l'*Universitaire Catholique* met toute sa première page à la disposition de Charles Woeste pour s'adresser, dans une sorte de proclamation de foi conservatrice, à ses jeunes héritiers spirituels (*U.C.*, 25.2.1922). Quand en mars 1922, à Namur, la "Fédération des Cercles" — organisation des forces conservatrices bourgeoises au sein du parti — tient son congrès, le président Segers invite, pour y prendre la parole, le président de la "Fédération Belge des Etudiants Catholiques", Marcel de Merre (*J.N.*, juin 1922, p. 112-119). En octobre 1926, le groupe de *Pour l'Autorité* est invité par la "Fédération des Cercles" à envoyer quelques représentants à son congrès, et à y présenter les grandes lignes de leur doctrine et programme (J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 74-75.)

teurs sont bien sûr enchantés de voir que ces jeunes prennent à parti avec férocité souvent largement démesurée, leurs adversaires démocrates-chrétiens (120).

Mais, ces groupements de jeunes ne peuvent être considérés comme faisant partie intégrante de la "Fédération des Cercles", malgré leur indéniable parenté. Ils considèrent aussi la "Fédération des Cercles" comme un terrain à conquérir. Ils contestent sans cesse la mentalité défensive qui y règne, et qui croît proportionnellement à la montée des charges démocrates-chrétiennes. Ils insistent sur la nécessité d'acquérir un esprit offensif, de prendre l'initiative de l'attaque et de ne plus se limiter à attendre et à repousser les offensives démocrates-chrétiennes, socialistes, syndicalistes, flamingantes. Mais pour cela, selon les jeunes, il faut disposer d'un point de départ doctrinal, c'est leur éternel refrain. La délégation de *Pour l'Autorité* au congrès de la "Fédération des Cercles" en 1926, n'hésite pas à fustiger le manque d'audace et de mordant doctrinal, les soucis exclusivement électoraux chez les conservateurs; elle les accuse d'être complices du minage de l'autorité (121).

Le gouvernement de Carton de Wiart, le dernier d'union nationale, était agité par la question du droit de vote féminin pour les conseils provinciaux. Les catholiques le voulaient ardemment, mais

(120) Lors des élections communales à Gand, en 1926, des rédacteurs de *L'Etudiant Catholique* parmi lesquels se trouve Willy Van Hille, s'attaquent féroce-ment aux candidats démocrates chrétiens, et appuient leurs opposants conservateurs (*E.C.*, 19.10.1926). Charles d'Ydewalle décrit les démocrates chrétiens comme "des démagogues mal habillés, aux cravates toutes faites dans des cols en caoutchouc, un tapis de pellicules abandonné sur les épaules et qui n'ont jamais fait leurs humanités" (*E.C.*, 15.11.1926) van Renynghe de Voxxrie et d'Ydewalle dénigrent dans *Pour l'Autorité* le député démocrate chrétien pour Louvain, l'avocat Clynmans (J. SERRUYS, *o.c.*, p. 6970. Serruys ne signale que les réactions furieuses de Clynmans, sans en indiquer les causes). Marcel de Merre de "La Fédération Belge des Etudiants Catholiques" s'attaque, dans son article "Le rouleau compresseur de la démocratie chrétienne", à Heyman, président de la "Ligue des Travailleurs Chrétiens", selon lui, une bande de potentats démagogues qui veulent dominer le parti catholique (*P.A.*, 11.10.1925). Cet article de de Merre est une réaction à l'allocution de Heyman au congrès de la Ligue des Travailleurs Chrétiens de la province de la Flandre orientale, dans laquelle il fustigeait l'opposition des conservateurs catholiques contre le nouveau gouvernement Pouillet-Vandervelde.

(121) Marcel Wynen de *Pour l'Autorité* présente le député catholique de Bruxelles, Cornelle Fieullien, comme l'exemple typique d'un conservateur qui, avec ses interpellations futiles, entrave le travail législatif sérieux. Fieullien est présent dans la salle ! (*E.C.*, 15.11.1926).

les socialistes et les libéraux s'y opposaient. *La Revue Latine* refuse d'appuyer la campagne catholique dans cette direction (122). Plus tard, en 1926, au congrès de la "Fédération des Cercles", de la Vallée Poussin méprise l'attitude idiote des conservateurs catholiques qui veulent maintenant étendre aux femmes "la peste" du suffrage universel pur et simple, et cela dans l'unique souci électoral (123). Les socialistes n'oublient pas, jusque dans la Chambre, de rappeler à la fraction catholique cette campagne gênante de *Pour l'Autorité*. Les conservateurs essayent, sans succès, soit en suppliant, soit en menaçant, de faire changer *Pour l'Autorité* de cap, ou du moins de garder pour elle son opinion sur la question (124).

Pour l'Autorité fonctionne comme une jeune formation élitiste de pression qui veut procurer à l'aile conservatrice du parti catholique une nouvelle force vitale, à base d'une doctrine et d'un programme politiques positifs plus larges que les problèmes confessionnels (125). Le groupe est convaincu que la majorité des voix qui se portent sur le parti, ont avant tout une motivation confessionnelle. *Pour l'Autorité* voit qu'il y a confusion malsaine ainsi qu'une abdication politique de la part des dirigeants du parti, qui ne veulent pas admettre que les idées et les méthodes d'il y a un demi-siècle sont dépassées. Van Renynghe de Voxvrie vise entre autres la question scolaire quand il cite les "vieilles formules qui provoquaient l'enthousiasme il y a 25 ans, ont perdu tout vigueur" (126). Cela n'implique pas que *Pour l'Autorité* attend des mandataires catholiques qu'ils ne s'occupent plus des problèmes confessionnels. Au contraire, Hommel et ses amis, veulent que ce genre de préoccupations retienne toute l'attention qu'il mérite et soit suivi d'une action vigoureuse; cela dans le cadre d'une doctrine politique globale et d'un programme embrassant tous les aspects de la vie sociale et politique. On doit partir d'une vision globale de la société pour aboutir à des options précises sur les institutions politiques, les structures et relations sociales, la politique étrangère, et ainsi de suite. Tant que le parti ne saura se libérer d'un souci exclusif de l'immédiat non-intégré dans un pro-

(122) *R.L.*, mars 1921, p. 220.

(123) Les interventions des représentants de *Pour l'Autorité* dans ce congrès, dans *P.A.*, 5.12.1926.

(124) J. SERRUYS, *op.cit.*, p. 98-99.

(125) A cet égard, l'aile démocratique dans le parti, a ce qu'il faut, grâce aux démocrates chrétiens et flamingants.

(126) *P.A.*, 5.12.1926.

gramme déduit d'une doctrine, il continuera de souffrir d'une "myopie politique" catastrophique.

c. L'isolement dans l'Action Catholique

On a antérieurement signalé comment l'A.C.J.B., sous la direction ecclésiastique directe, veut encadrer un énorme enthousiasme religieux de la jeunesse catholique francophone, et comment on refuse une place sous le drapeau de l'action catholique aux activités proprement politiques et sociales.

Il y a en toile de fond une fuite délibérée de la réalité quotidienne, sans cesse dépeinte comme matérialiste, déspiritualisée, d'une catholicité mourante. Dans le cadre d'une situation présentée sous les couleurs les plus noires, l'action catholique se présente aux jeunes comme un idéal d'enthousiasme et de solidité catholiques, comme centre indispensable d'apprentissage de la doctrine et de la vie catholiques devant précéder, et de sorte rendre moins dangereux, l'engagement futur de ces jeunes. Cette analyse procède d'une volonté de se barricader pour se préserver du monde hérissé d'embûches auquel les jeunes font bien de n'accéder que munis de la cuirasse catholique et d'un arsenal d'armes de défense forgé dans l'atelier de l'A.C.J.B. On peut aussi retrouver dans la pensée A.C.J.B. l'élément offensif — la conquête du monde pour le Christ — mais cet élément a si peu de liens avec la vie réelle et concrète à la Chambre, à l'usine, au bureau, qu'il ne peut guère apporter un sain rééquilibrage.

La distinction que l'aumônier général Picard fait entre l'A.C.J.B. qui en tant que tel ne peut se risquer sur le terrain politique, et les membres individuels qui peuvent et doivent s'occuper de leurs devoirs politiques et sociaux de citoyens catholiques, est théoriquement très variable. Mais la pratique se prête beaucoup moins à ce genre de distinction, et beaucoup de jeunes qui ont choisi le sillon de l'action catholique, sont temporairement bel et bien perdus pour l'activité catholique politique et sociale concrète (127).

(127) On a de multiples exemples : les dirigeants du parti sont furieux, parce que des membres de l'A.C.J.B. bruxelloise ont refusé, au cours de la campagne

Cet état de choses tourmente le parti, depuis la guerre des écoles, devenu en quelque sorte le porte-parole des désirs catholiques, le guide de la vie sociale. Les chefs politiques étaient acceptés comme les dirigeants de la masse catholique; toute nouvelle organisation catholique se plaçait d'elle-même dans la périphérie du parti, ou y était poussée par le parti, qui polarisait l'action catholique (128). Plus tard s'y ajouta le mouvement ouvrier chrétien. Il apparaît maintenant un mouvement qui veut définir sa notion d'action catholique et qui, à partir d'une définition restrictive, veut arracher le drapeau de l'action catholique des mains du parti et du mouvement ouvrier chrétien, en s'arrogeant le droit d'en être le seul porteur légitime. Paul Segers de la fraction conservatrice du parti, le chanoine Colens du mouvement ouvrier chrétien, font l'expérience de l'esprit de décision de Picard et ses amis sur ce point. En 1924, à l'occasion du congrès national de l'A.C.J.B., ces deux hommes avaient eu "l'audace" de défendre le caractère d'action catholique des activités de leurs organisations. *L'Effort*, la feuille officielle de l'A.C.J.B., rejette tout de suite et catégoriquement ces "prétentions gratuites" (129).

Des dirigeants de la fraction conservatrice du parti essayent plusieurs fois, mais sans résultats, de ramener l'A.C.J.B. au bercail, afin de pouvoir puiser dans cette source si riche de jeunes énergies

électorale précédant les élections du 5 avril 1925, de la main d'oeuvre précieuse (Marcel Laloire à Giovanni Hoyois, 8.4.1925; Pap. Hoyois). Une partie de l'A.C.J.B. liégeoise prend part, en 1925, à un cortège commémorant Rerum Novarum, dans lequel défilaient aussi des dirigeants du parti et des responsables syndicaux. Cela vaut à ces A.C.J.B.-istes un avertissement de leur direction nationale (R. Jurdant à G. Hoyois, 2.6.1925; Pap. Hoyois). Ce n'est pas le simple fait d'avoir participé à une manifestation, revêtant une caractère politique qui est ici en cause. Les participants A.C.J.B. liégeois étaient dirigés par René Jurdant, président de "L'Action Démocratique", un cercle d'étudiants liégeois fondé en 1922 qui militait pour le programme socio-politique de la démocratie chrétienne. Albert Fasbender, autre dirigeant étudiantin liégeois, — il deviendra plus tard sénateur rexiste —, qui détestait la démocratie chrétienne, calomniait déjà depuis un moment Jurdant et son groupe auprès de la direction nationale de l'A.C.J.B. (128) G. HOYOIS, *Aux origines de l'action catholique. Monseigneur Picard*, Bruxelles, 1960, p. 60.

(129) Cité dans A. DENDOOVEN, *Ontstaan, structuur en werking van de Vlaamse K.A.J. Een sociografisch overzicht*, Antwerpen, 1967, p. 148, note 1.

inemployées (130). Le mouvement ouvrier chrétien perd patience beaucoup plus vite. Déjà, lors des élections communales d'avril 1921, il accuse l'A.C.J.B. de falsifier la mentalité politique de ses membres, de cultiver chez eux une répulsion pour la politique et d'exiger, dans le plus parfait mépris, la complète indépendance de l'action catholique vis-à-vis de la politique (131).

Mais dans l'A.C.J.B., on ne se limite pas à "protéger" l'action catholique de toute "souillure" politique. De plus, on jette régulièrement la suspicion sur la politique catholique et l'action du mouvement ouvrier qui seraient suspects, et même faux, au point de vue de la doctrine catholique (132). Cela accentue encore la réticence des jeunes de l'A.C.J.B. de se risquer sur ces terrains. Ainsi, une partie de la jeunesse catholique francophone est de plus en plus enfermée dans un monde religieux abstrait. Certains jeunes semblent même se faire une vertu de leur manque total d'intérêt, qui peut aller jusqu'au mépris, pour l'engagement de leurs coréligionnaires sur le terrain politique et socio-économique.

Un article du chanoine Jacques Leclercq dans *La Revue Catholique* montre clairement comment un conseiller spirituel influent des jeunes intellectuels catholiques de Bruxelles, collabore au progrès de cette mentalité. Leclercq se réjouit de cette "soif de vie surnaturelle, de catholicisme pur, de catholicisme religieux" dans la jeunesse. Il rejette les objections faites à l'A.C.J.B.. Il est tout enthousiasme au sujet du congrès de l'A.C.J.B. en 1922 où 10.000 jeunes d'une

(130) "La Fédération des Cercles" inscrit au programme de son congrès du 13 juin 1921 un rapport sur la formation intellectuelle et morale dans les cercles d'études estudiantins. *L'Effort* réagit tout de suite en précisant que ce n'est pas là, l'affaire de "La Fédération des Cercles". Celle-ci se limite donc à envoyer une invitation pour le congrès, mais l'invitation reste sans réponse (G. HOYOIS, *op. cit.*, p. 60, 77). Les conservateurs tentent ensuite un rapprochement par le biais de la structuration fédérative du parti à base des "Standen". L'A.C.J.B. pourrait faire son entrée dans le parti en tant que "Etat catholique" (Katholieke Stand), qui s'occuperait des affaires strictement religieuses. Mais l'A.C.J.B. s'obstine à se tenir à l'écart (*L'Effort*, 30.8.1924), en alléguant qu'elle serait ainsi, inévitablement, compromise par des décisions de parti, sans incidences religieuses (G. HOYOIS, *op. cit.*, p. 18-19). Après les élections du 5 avril 1925, les conservateurs bruxellois du parti renouvellent encore une fois leur appel à l'A.C.J.B. afin qu'elle revise ses positions et s'associe à leurs actions politiques (*Nation Belge*, 9.4.1925).

(131) G. HOYOIS, *op. cit.*, p. 76-77.

(132) Comme le fait le jésuite Franz Charlier, aumônier des cercles d'études estudiantines de la région de Charleroi dans *La Terre Wallonne*, 30.11.1920, p. 94.

seule voix et dans un élan unanime acclament "Qui ? Monsieur un tel homme politique ou général de la grande guerre ? Non, mais notre Seigneur tout simplement !". Leclercq n'a de yeux que pour "cette explosion d'enthousiasme catholique"; il ne voit pas l'aspect inquiétant de cette spécialisation de l'A.C.J.B. dans la phraséologie creuse et complètement étrangère au réel. Que ces jeunes boudent par exemple les "Jeunes Gardes" lui paraît normal : "Les Jeunes Gardes c'est si peu catholique !". D'ailleurs, selon lui, la question de la culpabilité est posée d'une manière fautive. Ce ne sont pas les jeunes catholiques enthousiastes qui lâchent le parti, mais le parti qui lâche ces jeunes. Les chefs catholiques n'ont plus d'idéal à présenter à "cette jeunesse ardente, dévorée d'idéal, éprise de vérité, enthousiaste de Dieu et criant son désir de se dépenser pour lui". Leclercq oublie que par exemple Cardijn avec sa J.O.C. leur offre bel et bien un idéal très concret, que toutefois de nombreux membres de l'A.C.J.B., issus du milieu bourgeois, rejettent pour des motifs tout autres que la pureté catholique. Il est d'avis que le parti s'occupe à juste titre d'affaires matérielles, économiques, financières, mais ce sont là des choses pour lesquelles on ne peut espérer que la jeunesse catholique s'enthousiasme.

Pour Leclercq le problème est clair : "Si vous — politiciens catholiques — ne pouvez donner à ces nobles aspirations aucun aliment, je le regrette pour vous, mais je ne puis pas dire que ce soient eux qui aient tort... si vous estimez inopportun d'avoir une politique catholique, faites ce que vous estimez devoir faire, mais ne demandez pas à notre jeunesse qui, elle, est catholique, de s'enthousiasmer pour votre cause" (133).

d. Un catholicisme politique intransigeant : *La Revue Catholique des Idées et des Faits*

Un certain nombre de catholiques ressentent l'après-guerre comme une crise, d'abord et avant tout à cause de la déconfessionnalisation de l'activité politique, à cause du recul de la force politique catholique, qui de plus a de graves problèmes d'unité. *La Revue Catholique* est l'expression la plus autorisée de ce courant qui veut restau-

(133) J. LECLERCQ, "Propos d'un prêtre et un laïc sur la jeunesse catholique", dans *R.C.*, 25.4.1924, p. 10-12.

rer l'unité et la force autour d'un catholicisme politique intransigeant.

"L'Essentiel nous unit, seul le secondaire — pas l'accessoire — nous sépare", est la phrase clé de la déclaration de principe de Van den Hout dans le premier numéro de son hebdomadaire. L'enseignement catholique doit à nouveau pénétrer tout, de la vie privée à l'action publique. Les questions sur lesquelles l'Eglise laisse la liberté, doivent être discutées entre catholiques dans un esprit réel de liberté, sans mettre en danger l'unité fondamentale (134). Les abbés Van den Hout, Schyrgens, Halflants, Leclercq et autres ne veulent pas du tout plaider le mépris pour les problèmes secondaires, c'est à dire non directement soumis au verdict de l'Eglise. Van den Hout remarque d'ailleurs que "Catholique d'abord" implique une hiérarchie, et ne peut donc être compris comme "seulement et uniquement catholique" (135).

C'est là que se trouve une des différences fondamentales entre l'A.C.J.B. et *La Revue Catholique*. Ces deux courants réagissent à une émotion catholique intransigeante, mais *La Revue Catholique* se place résolument sur le terrain politique et veut influencer concrètement l'exercice du pouvoir politique catholique. Leclercq par exemple, qui défend si chaleureusement l'enthousiasme catholique des jeunes A.C.J.B. et qui déborde de compréhension pour leur réticence vis-à-vis du parti, joue, en fait, un petit jeu de chantage : le parti doit retourner à une politique catholique intransigeante et combattive s'il veut regagner ces jeunes, indispensables à l'avenir du parti. Cette même attitude nettement politique de *La Revue Catholique* explique aussi pourquoi Van den Hout et Leclercq ne sont pas d'accord avec la définition extrêmement restrictive que Picard et ses amis donnent de l'action catholique (136).

Dans les "questions libres", Van den Hout et ses compagnons s'engagent à fond et constituent des dossiers accablants contre la démocratie politique. Selon eux, "questions libres" ne signifie pas du tout "des questions sans solutions certaines" (137). Ils essayent de convaincre les catholiques du bien fondé, du caractère idéal de leurs solutions pour le catholicisme et le pays. Ils n'admettent pas que les

(134) *R.C.*, 25.3.1921, p. 3-4.

(135) *R.C.*, 26.11.1926, p. 1.

(136) *R.C.*, 28.11.1924, p. 3-4.

(137) *R.C.*, 25.3.1921, p. 4.

divergences qui peuvent en naître, brisent l'unité catholique. Ainsi, Van den Hout laisse défendre dans sa revue la démocratie politique, mais en l'accompagnant d'une introduction dans laquelle il précise qu'il juge erronées les idées de "ses frères dans l'unité catholique" (138). C'est très beau sur le plan théorique, mais une telle attitude peut difficilement être opérationnelle.

Dans *La Revue Catholique*, le "Catholique d'abord" se trouve également à la base de prises de positions qui choquent le milieu catholique francophone conservateur. Le 19 octobre 1922 commence à la Chambre le débat sur la proposition de loi Van Cauwelaert qui prévoit une néerlandisation progressive de l'université d'Etat de Gand. Ce projet est totalement inacceptable pour la très grande majorité des catholiques francophones. Un personnage de l'autorité de Henri Carton de Wiart parle d' "un crime contre l'esprit". Dans *La Libre Belgique* Passelecq y voit une atteinte au principe de liberté consacré par la Constitution (139). La majorité des Francophones, sous la pression flamande, opte pour un dédoublement de l'université en deux sections néerlandophone et francophone. Van den Hout rejette cette idée pour des motifs catholiques : cette mesure éterniserait la lutte et les rangs catholiques resteraient divisés. La jeunesse catholique flamande serait déçue et du coup, se dirigerait davantage encore vers le nationalisme flamand; elle mettrait tout en oeuvre pour que la section néerlandophone de l'université de Gand triomphe, et bouderait pour des motifs nationalistes flamands l'université catholique de Louvain. La proposition de loi de Van Cauwelaert trouve en Van den Hout un défenseur acharné (140). La réaction indignée de *La Libre Belgique* ne lui fait pas changer de cap (141). Après l'adhésion d'une majorité de la Chambre à la proposition de loi, le 22 décembre, Van den Hout répète qu'il n'aspire à rien d'autre qu'au rétablissement de l'unité catholique autour de "ce que nous considérons comme un moindre mal". Pour lui, cette acceptation de ce moindre mal — la néerlandisation de l'université de Gand ne met pas en question des principes catholiques — est très légitime parce qu'elle permet d'éviter un plus grand mal, celui d'une dislocation définitive des rangs catholiques (142). La question épineuse de

(138) Entre autres dans *R.C.*, 8.5.1925, p. 11.

(139) *L.B.*, 13.12.1922.

(140) *R.C.*, 15.12.1922, p. 5-6.

(141) *L.B.*, 19.12.1922.

(142) *R.C.*, 29.12.1922, p. 12.

l'Université de Gand n'est pas encore résolue, car le Sénat, sous la pression francophone qui descend dans la rue, rejette le projet de loi accepté par la Chambre. La discussion recommence et Van den Hout maintient tout au long de 1923 ses positions de départ (143).

Son attitude vis-à-vis du courant "Parti de l'Ordre" n'est pas moins inhabituelle. Il ne veut rien entendre des projets d'exclure les "séparatistes" flamands du parti catholique. Le parti qui doit essayer de regrouper autant de catholiques qu'il est possible autour des principes catholiques et avec les intérêts confessionnels comme enjeu suprême, est obligé d'accueillir aussi les séparatistes catholiques. Ce qui ne veut pas dire que le parti doit inscrire le séparatisme dans son programme. Cela vaut à Van den Hout d'être accusé par *La Libre Belgique* de "tactique de complaisance à l'égard des séparatistes" (144). Dans la deuxième moitié de 1924, le milieu catholique conservateur propose pour la prochaine campagne électorale, un accord tacite avec les libéraux, dirigé contre les forces socialistes, démocrates-chrétiennes, et flamingantes. Van den Hout ne veut rien entendre : le parti doit descendre dans l'arène les mains libres, comme un grand bloc catholique prêt au combat (145). Lors de la campagne de février-mars 1925, un certain nombre de journaux catholiques conservateurs ménagent plus ou moins les libéraux, dirigeant les grandes charges presque uniquement contre les socialistes et les flamingants. Par contre *La Revue Catholique*, *Le XXe Siècle* s'en prennent avec autant de fougue aux libéraux qu'aux socialistes. Le nationalisme belge qui après ses échecs électoraux de 1919 et 1921 a mis de grands espoirs dans un éventuel "Parti de l'Ordre", ne peut pardonner à Van den Hout et à son équipe de ne pas épargner un "allié national" (146).

Après les élections du 5 avril 1925, et pendant la crise qui suit, Van den Hout n'arrête de parler de sa crainte "catholique" de voir se constituer une alliance avec un partenaire "athée et matérialiste". Finalement, il défend la nouvelle coalition démocrate-chrétienne-socialiste, comme étant "la solution la moins mauvaise qu'autorisaient les circonstances. Il n'y a qu'à aider monsieur Poulet et ses

(143) R.C., 6.4.1923, p. 5-6; 13.4.1923, p. 5-7; 20.4.1923, p. 5-7; 4.5.1923, p. 5-6; L.B., 16.4.1923; *La Métropole*, 8.4.1923, 12.4.1923, 20.4.1923.

(144) R.C., 28.8.1924, p. 6.

(145) R.C., 15-20.8.1924, p. 5-6; 24.10.1924, p.1.

(146) N.B., 10.4.1925.

collaborateurs catholiques à minimiser le mal inévitable qu'entraînera la combinaison intervenue" (147). Il réprovoque les catholiques qui à la Chambre, refusent la confiance au nouveau gouvernement (148). Il n'affiche que mépris pour les milieux financiers, en partie catholiques, qui, avec des méthodes douteuses, orchestrent la panique, afin de faire sombrer le cabinet Poulet-Vandervelde dans la faillite financière (149). Cela illustre bien le caractère impératif du "Catholique d'abord" chez Van den Hout et ses amis, craignant que du naufrage éventuel de ce qu'il appelle "le moindre mal", naisse un plus grand mal, notamment la dissolution, suivi d'une nouvelle coalition, cette fois entièrement anti-cléricale, de libéraux et socialistes (150).

La Revue Catholique avec son cri pour l'unité autour de "l'essentielle", est obligée de ramer à contre courant. Elle est inévitablement entourée d'obstacles qui empêchent la réalisation de son rêve, car le centre de gravité de l'activité politique se situe sur le terrain de ce qu'elle appelle les questions secondaires, où les matières à discorde entre catholiques abondent. Démocrates-chrétiens, conservateurs, flamingants et fransquillons se chamaillent sans cesse. *La Revue Catholique* ne veut pas s'avouer défaitiste et s'acharne à redonner vie à un esprit de solidarité catholique.

Elle prend comme point de départ la nécessaire réévaluation d'une conception de société bipolaire avec une partition verticale infranchissable entre catholiques et non-catholiques. Selon Van den Hout, "Pour ou contre le Christ et son Eglise, le monde n'a de sens que par cette lutte" (151). Leclercq est d'accord (152). Les gou-

(147) *R.C.*, 19.6.1925, p. 1.

(148) *R.C.*, 12.6.1925, p. 1; 3.7.1925, p. 1. Ces nombreuses attaques de *la Revue Catholique* et du *XXe Siècle* contre la démocratie ne sont pas uniquement dues au gouvernement de Poulet-Vandervelde. Les critiques et attaques de ce genre étaient déjà très fréquentes et fortes pendant les coalitions catholiques-libérales entre 1921 et 1925.

(149) *R.C.*, 12.2.1926, p. 1; 26.2.1926, p. 1; 12.3.1926, p. 1; 19.3.1926, p. 1; 2.4.1926, p. 1; 14.5.1926, p. 1. Le jugement de Joye et Lewin envers l'attitude de l'abbé Van den Hout à l'égard du gouvernement Poulet-Vandervelde est manifestement fragmentaire et erroné (P. JOYE-R. LEWIN, *op.cit.*, p. 205-206). Sur les difficultés financières dans lesquelles se débattait ce gouvernement, voir H. VAN DER WEE-K. TAVERNIER, *De nationale bank van België en het monetaire gebeuren tussen de twee wereldoorlogen*, Brussel, 1975, p. 106-172.

(150) *R.C.*, 12.2.1926, p. 1.

(151) *R.C.*, 21.4.1922, p. 1.

(152) "La question religieuse a toujours été en Belgique depuis 1830 la clef de voûte de la politique, la ligne des démarcations des partis" (*R.C.*, 15.9.1922, p. 8).

vernements d'union nationale n'ont pas la sympathie de la Revue, parce qu'ils mettent toutes les questions de principe en marge, ce qui stimule l'indifférence vis-à-vis des questions de cet ordre. Ces gouvernements demandent aux catholiques des prises de position politiques sur des questions secondaires, en accentuant ainsi les strates horizontales qui traversent la force politique catholique. L'essentiel, tel que la revue le définit, n'a plus cours comme enjeu de l'activité politique; il est complètement rejeté comme un accessoire démodé, et ne constitue plus le clivage vertical dans les confrontations politiques, pourtant indispensable pour créer une conjoncture favorable à la reconstitution d'une grande force politique catholique unie. *La Revue Catholique* veut à tout prix amener les catholiques à "sortir de l'état de torpeur et à se préparer à reprendre l'ancienne lutte". Le danger éventuel d'une recrudescence de l'anti-cléricalisme n'est plus accepté comme un alibi. Au contraire, l'anti-cléricalisme qui a poursuivi ses menées derrière les rideaux de la soi-disante union nationale des premiers gouvernements d'après-guerre, serait ainsi obligé à "une lutte franche et décidée" (153).

Van den Hout veut que les points essentiels du programme de parti soient consacrés à une politique catholique intransigeante. "Un programme positif sur ce qui unit, faciliterait l'accord sur ce qui divise" (154). La discussion à ce sujet est intense au cours de la deuxième moitié de 1921, lorsque se constitue un organe central de parti qui est responsable entre autres de l'élaboration d'un programme. Le texte qui en sort est très vague et général pour permettre d'être accepté autant par les conservateurs que par les démocrates-chrétiens. Il ne parle, dans ses parties confessionnelles, que de défense des intérêts religieux (155). *La Revue Catholique*, très déçue, estime cette optique de défense religieuse terriblement minimaliste, et juge cette base insuffisante pour construire une véritable unité du parti. Dans ce jugement, les considérations de principe et de tactique

(153) "Nous préférons de combattre contre un ennemi agissant à découvert, que contre des adversaires astucieux et retors qui, en nous berçant d'illusions et nous trompant sur leurs intentions, n'en réalisent pas moins sûrement leur programme" (*R.C.*, 22.7.1922, p. 3-4).

(154) *R.C.*, 16.6.1922, p. 1.

(155) A. SIMON, *Le parti catholique belge, 1830-1945*, Bruxelles, 1958, p. 125-126. P. JOYE-R. LEWIN, *op.cit.*, p. 189-190; C.H. HOEJER, *op.cit.*, p. 42.

se mêlent (156).

L'hebdomadaire ne voit qu'une thérapie possible : celle d'un catholicisme politique intransigeant qui doit se refléter dans le programme du parti par une affirmation claire et nette qu'on veut constituer l'Etat chrétien. La formulation de cet idéal politique auquel les catholiques doivent tendre, ne dépend pas des possibilités de le réaliser exhaustivement du jour au lendemain. Il faut le traduire dans la réalité pas à pas, et le prendre comme base de programme représente déjà un premier pas décisif (157). Les catholiques doivent, "en tenant compte de ce qui est, affirmer ce qui devrait être" (158). Le parti pourra trouver une nouvelle unité et sa combattivité dans les tentatives réalistes pour supprimer les tensions entre l'hypothèse et la thèse, en rapprochant petit à petit la première de la deuxième.

Mais *La Revue Catholique* n'est pas en mesure de présenter un programme politique catholique sensé. Elle aime surtout la prose doctrinale fanfaronne. Ainsi Van den Hout veut voir figurer comme premier point au programme du parti, la reconnaissance officielle du Christ et de son Eglise (159). Il désire une certaine pression de l'Etat au service de la Vérité, sans qu'il exerce une pression sur les consciences : l'Etat ne pouvant mettre l'erreur et la vérité sur le même plan (160). L'abbé Schyrgens est formel à ce sujet (161). Jacques

(156) C'est pour la *Revue Catholique* une vérité incontestable que les forces anti-catholiques qui participent au pouvoir, réalisent pleinement leurs idées, tout en camouflant très bien leurs opérations pour ne pas effrayer le bourgeois catholique bien-pensant. Ainsi, selon l'abbé Van den Hout, prend corps l'illusion d'une paix sacrée. Dans cette situation, une politique catholique exclusivement défensive ne fournit plus une base solide à l'unité du parti, puisque les intérêts catholiques ne seraient plus menacés (*R.C.*, 23.9.1921, p. 3-4).

(157) A ce sujet, les abbés Van den Hout, Schyrgens et Leclercq renvoient aux socialistes. Ceux-ci affirment leur idéal : l'Etat socialiste, bien qu'ils se rendent très bien compte que l'avènement d'un tel Etat n'est pas encore pour demain; toutefois, leur activité politique est orientée vers la réalisation progressive de cet idéal. Les socialistes avaient exigés dès le début le suffrage universel pur et simple. Ils ont dû attendre des décennies avant de l'obtenir, mais par cette aspiration ils acquéraient une énorme force offensive.

(158) *R.C.*, 23.9.1921, p. 3-4.

(159) *R.C.*, 26.8.1921, p. 3-4; 9.9.1921, p. 3-4; 16.9.1921, p. 5-6.

(160) *R.C.*, 22.7.1921, p. 3.

(161) "Il est intolérable qu'on place sur le même pied et que l'on confonde la revendication d'une liberté de mal faire, s'inspirant uniquement d'une considération politique de concordance sociale, et la revendication d'une liberté qui découle d'un droit supérieur, sacré, divin" (*R.C.*, 28.1.1927, p. 13.).

Leclercq prouve, à travers le mariage civil, que la situation belge ne respecte pas cette règle. Selon Leclercq, l'Etat se conduit comme s'il veut faire du mariage civil le mariage réel, le seul qui crée des droits et des devoirs, pour tous les citoyens. Ainsi, l'Etat collabore à la corruption de la notion du seul et unique mariage véritable, le mariage devant l'Eglise (162).

Une des grandes théories de *La Revue Catholique* c'est que les catholiques, par la force de l'habitude, s'accomodent trop facilement de cette situation, et réduisent l'idéal, au point de le faire coïncider totalement avec l'état de fait actuel. La politique catholique belge a le grand devoir de réaffirmer "l'état de droit" en face de cet "état de fait". La thèse doit faire sa rentrée dans l'arène politique en tant qu'idéal à atteindre : le programme du parti doit formuler la volonté de faire rapprocher l'hypothèse de la thèse. Au cours de la troisième décennie du vingtième siècle, un hebdomadaire catholique belge de grande diffusion publié à nouveau régulièrement de la prose sur la thèse et l'hypothèse comme du matériel de la plus haute actualité, ce qui constitue un fait remarquable (163).

Pour les abbés de *La Revue Catholique* la Constitution belge est pétrie de libéralisme, continuellement condamné par l'Eglise. Pour eux, *Mirari Vos* reste un chef d'oeuvre qui renferme des directives ayant une portée concrètement actuelle. Leclercq ne laisse pas de doute sur le fait que l'ordre public belge soit construit sur des principes qui ont été et qui sont encore condamnés par l'Eglise (164). Toutefois, *La Revue Catholique* se place complètement dans le cadre constitutionnel, car la Constitution n'est pas une "oeuvre de vérité", mais seulement un compromis le meilleur possible au moment de sa rédaction, "une oeuvre d'utilité". Néanmoins, la Constitution reste "un pis aller" (165). Selon Leclercq, aucun catholique ne peut s'incliner pour le principe et définitivement, devant le fait constitutionnel (166). A propos de cette assertion, il est utile de reprendre son enthousiasme pour l'élan catholique pur dans l'A.C.J.B. Il félicite les jeunes A.C.J.B. de ne plus placer cette Constitution sur un piédestal intangible. Il n'a pas peur de la re-

(162) *R.C.*, 21.9.1923, p. 6.

(163) Un article typique de J. LECLERCQ, "Propos d'un prêtre et d'un laïc sur la thèse et l'hypothèse", dans *R.C.*, 21.9.1923, p. 5-7.

(164) *R.C.*, 13.11.1925, p. 11.

(165) *R.C.*, 21.9.1923, p. 7.

(166) *R.C.*, 13.11.1925, p. 11.

marque que cet enthousiasme A.C.J.B. pourrait devenir porteur d'un courant catholique anti-constitutionnel. Au contraire, il constate avec enchantement que les jeunes ne verseraient aucune larme si cette Constitution était démolie car, "1830, c'est vieux, tandis que le Christ, lui, est vivant" (167).

La Revue Catholique insiste pour que le parti inscrive en tête de son programme, son intention de changer la Constitution dans un avenir plus ou moins lointain, compte tenu du fait que la société a perdu son unité religieuse et qu'il ne peut être question d'un dictat catholique pour les non-catholiques. Néanmoins, pour Leclercq, le problème du choix du moment pour une révision catholique de la Constitution, n'est rien d'autre qu' "une simple question d'opportunité. Nous devons épier le jour favorable à son renversement" (168).

Le catholicisme politique intransigeant de la Revue ne peut être réduit à un mécontentement pour le gouvernement, pour la fraction catholique parlementaire du parti. L'hebdomadaire reprend les thèses qui vers le milieu du XIXe siècle avaient cours dans le journal gantois *Le Bien Public*, définies comme un ultramontanisme militant; la similarité est frappante (169). La critique catholique de la Constitution est devenue la grande spécialité de *La Revue Catholique*.

Cela n'est en aucun cas invalidé par la constatation que le grand reproche que la revue adresse aux politiciens catholiques, concerne l'emploi des possibilités constitutionnelles dans une perspective exclusivement défensive ce qui provoque presque automatiquement l'habitude pour les catholiques de ressentir ces possibilités comme le nec plus ultra. *La Revue Catholique* veut qu'on exploite exhaustivement les possibilités qu'offre la Constitution ... pour atteindre au plus vite le moment où on peut s'en débarrasser, pour la remplacer par une charte qui réponde complètement aux principes catholiques (170). Ce n'est pas pur hasard si les grandes idoles de *La Revue Catholique* s'appellent Théodore de Montpellier, Charles Périn, Joseph de Hemptinne, le journal gantois *Le Bien Public*, Louis Veuillot et Louis

(167) R.C., 25.4.1924, p. 12.

(168) R.C., 21.9.1923, p. 7.

(169) E. LAMBERTS, *Kerk en liberalisme in het bisdom Gent (1821-1857). Bijdrage tot de studie van het liberaal-katholicisme en het ultramontanisme*, Leuven, 1972, p. 403-410.

(170) R.C., 17.11.1922, p. 8; 19.9.1924, p. 1.

Pie, des vedettes de l'ultramontanisme français et belge du XIXe siècle (171). L'abbé Schyrgens en parle comme du "bataillon sacré, les tenants des vraies doctrines" qui s'attaquaient au "fétichisme constitutionnel" et exigeaient le respect des principes du *Syllabus* et de *Mirari Vos* (172). Pour *La Revue Catholique*, la politique catholique belge doit s'inspirer de ces courants idéologiques (173).

D. Crise de la démocratie parlementaire

1. La démocratie parlementaire comme bouc-émissaire

Il devient vite clair après la guerre que le mécanisme de la démocratie parlementaire belge est beaucoup moins bien huilé qu'avant 1914. La guerre a radicalisé nombre de Belges. Les partis qui veulent contrôler les électeurs à travers les organisations de masse, dominent de plus en plus la vie politique. Depuis les premières élections d'après-guerre, aucun parti ne dispose encore d'une majorité absolue, et lors de la formation des coalitions devenues indispensables, les partis et fractions parlementaires exercent une mise sous tutelle de plus en plus forte. La stabilité de l'Exécutif, sous l'emprise du Législatif, diminue rapidement. La fréquence et la durée des crises gouvernementales augmentent. Après son intervention à Loppem, l'influence réelle du Roi dans la vie politique est inversement proportionnelle au prestige que la guerre lui a conféré. Des groupes de pressions, dont les organisations syndicales socialistes et chrétiennes, font sentir leur force croissante jusqu'au sein de la Chambre, qui, fait front à une matière toujours plus compliquée. L'effet le plus désespérant vient de l'éloignement toujours plus accentué entre le fondement des partis libéraux et catholiques, et la base des activités politiques. Les problèmes socio-économiques prédominent et stimulent les clivages à l'intérieur des partis et des groupes parlementaires. Dès qu'il s'agit de

(171) On les retrouve entre autres dans l'étude de Georges Legrand sur Louis Veillot (*R.C.*, 19.9.1924, p. 5-7; 26.9.1924, p. 6-9; 3.10.1924, p. 8-11).

(172) *R.C.*, 28.1.1927, p. 13.

(173) *R.C.*, 21.7.1922, p. 11; 1.1.1926, p. 18-19.

la question linguistique, le parti socialiste à son tour n'est pas épargné. Beaucoup plus qu'avant la guerre, le champ d'action de la démocratie parlementaire est traversé par des lignes de démarcations qui ne sont plus celles existant entre les partis. L'opposition entre flamingants et francophones n'est pas toujours celle qui existe entre démocrates et conservateurs, qui à son tour n'est pas celle entre catholiques et incroyants ou anti-cléricaux.

Les conditions de travail pour la démocratie parlementaire sont, à l'encontre de l'avant-guerre, devenu beaucoup plus difficiles. Quelques innovations telle que la structuration du parti catholique au niveau national — ce qui reste surtout une affaire théorique — et surtout l'instauration de commissions paritaires dans le domaine socio-économique, ne suffisent pas à éliminer les difficultés que rencontre la démocratie parlementaire dans son fonctionnement. Au cours de la Constituante de 1919 à 1921, plusieurs propositions sont faites : renforcement de l'Exécutif — recours au référendum —, instauration d'un Conseil d'Etat, remplacement du Sénat par des conseils législatifs ou par une représentation des intérêts à base corporative. Tous ces points amplement discutés sur le plan académique ne sont pas adoptés.

La critique du fonctionnement de la démocratie parlementaire commence à se répandre. On la trouve dans *La Libre Belgique* catholique sous la plume de Passelecq (174), dans un article du député socialiste Louis Bertrand dans *Le Soir*, journal neutre, dans le journal libéral gantois *La Flandre Libérale*, dans le journal libéral de Bruxelles *L'Etoile Belge*, dans les tribunes libres du *Soir* sous la plume de Davignon et de de Lichtervelde. Tous accusent l'incompétence et l'irresponsabilité croissante des députés et l'emprise toujours accentuée des partis et du Parlement sur l'Exécutif (175). Dans la deuxième moitié de 1923, l'ancien premier ministre Henri Carton de Wiart consacre dans le journal néerlandais *De Telegraaf*, plusieurs ar-

(174) T.W., 15.6.1925, p. 138-145, cité dans J. BEAUFAYS, *Les partis catholiques en Belgique et aux Pays-Bas, 1918-1958*, Bruxelles, 1973, p. 190.

(175) Tiré d'un rapport d'Henry de Jouvenel, sénateur et ministre dans "Le Bloc National" de Poincaré, sur le mécontentement grandissant en Belgique au sujet de la démocratie parlementaire (publié dans le journal conservateur hollandais *De Telegraaf*, 10.10.1923, repris dans H. VAN DEN BROECK (sous le pseudonyme Spectator), *Proeve van een politiek program voor katholieke nationalisten in Vlaanderen*, Zandvoort, 1924, p. 119-120).

ticles à la crise de la démocratie parlementaire. Ces articles sont représentatifs de l'opinion des milieux catholiques conservateurs. Carton de Wiart prône que le suffrage universel pur et simple, diminue fortement le niveau intellectuel de la Chambre, interpellations et motions excellent par leur mesquinerie, rancunes et intrigues personnelles ne laissent plus de place à des préoccupations politiques plus élevées. L'ampleur et la complexité des problèmes augmentant sans cesse, ils dépassent largement les limites de la Chambre. Les gouvernements ne sont plus en état de s'affirmer, dominés qu'ils sont par les partis et le Parlement (176). Carton de Wiart attend le salut d'une réduction du pouvoir parlementaire réduit à son rôle habituel de contrôle. Il veut qu'on instaure à côté du Parlement un "gouvernement fort", épaulé par un Conseil d'Etat et les grandes organismes économiques du pays. Si Carton de Wiart opte pour la démocratie parlementaire, c'est sans trop y croire et avec une certaine lassitude. Son option, marquée par l'absence d'une véritable motivation idéologique, s'accroche à des considérations négatives qui ont trait au danger que représentent les alternatives (177).

Ce mécontentement ne concerne que le fonctionnement de la démocratie parlementaire. Les catholiques de *La Revue Catholique*, *Jeunesse Nouvelle*, *Pour l'Autorité*, *La Revue Latine* vont beaucoup plus loin. Ils mettent sur le dos de la démocratie parlementaire l'échec du programme nationaliste de politique extérieure, les insuccès du mouvement flamand, le soi-disant gâchis socio-économique, la force politique catholique diminuée, la déconfessionnalisation de la vie politique. Le fonctionnement désastreux n'est pas l'essentiel; ce n'est qu'un symptôme, une preuve de plus que ce système, déjà redevable de tant de méfaits, est vicié jusque dans ses fondements. Les catholiques qui raisonnent ainsi, sont très conscients du fait qu'avec l'instauration d'une démocratie politique poussée, la société catholique traditionaliste et contre-révolutionnaire dont ils

(176) Ces plaintes de Carton de Wiart ont un côté hypocrite, puisque c'était lui qui, en tant que formateur, dans l'automne de 1920, introduisit une nouvelle méthode de travail dans la constitution d'un nouveau gouvernement. Là où son prédécesseur Delacroix cherchait un accord avec ses collègues sur un programme, Carton de Wiart s'adressait aux portes paroles reconnus des fractions parlementaires (C.H. HOEJER, *op.cit.*, p. 110).

(177) *De Telegraaf*, 23.9.1923, 27.10.1923, 15.12.1923 (cité dans H. VAN DEN BROECK, *op.cit.*, p. 113-120).

rêvent, n'a plus d'avenir. Il faut donc contester cette démocratie politique jusque dans ses principes.

2. "L'avenir appartient à l'anti-démocratie"

Pendant la guerre, presque tous les pays alliés à régime démocratique connaissent "une dictature de guerre". La distance entre gouvernants et gouvernés s'accroît. Les conquêtes libérales et démocratiques du siècle passé semblent être remises en question par la suppression des libertés personnelles, par l'autorité et le champ d'action immense des conseils de guerre, par la censure préventive à l'égard de la presse, par l'ajournement sine die des élections. Il y a concentration de pouvoir entre les mains d'un Exécutif qui souvent gouverne par décrets, qui essaye de limiter la durée des sessions parlementaires, et se sert de la censure pour museler toute critique. Le gouvernement belge ne connaît aucun contrôle parlementaire pendant quatre ans. L'Angleterre est dominée par le "War Cabinet" de 5 membres sous la direction de Lloyd Georges. En France, un comité de guerre de 5 membres sous la direction de Clemenceau, prépare en théorie seulement le travail du conseil des ministres, mais en fait gouverne comme bon lui semble.

Mais une fois la guerre finie, il semble que la grande ère de la démocratie ne pourra plus être différée. Les états au régime parlementaire ont vaincu les régimes autoritaires. Les premiers accentuent la démocratisation, tandis que les autres transforment le régime dans le sens démocratique. Les nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale sont dotés de constitutions démocratiques.

Quelques années plus tard on s'aperçoit du caractère tout relatif de cette poussée de la démocratie. De nombreuses démocraties nouvelles ne connaissent qu'une courte existence de faux semblant et ne sont que des façades derrière lesquelles des régimes autoritaires continuent leur travail. Même dans les nouvelles démocraties n'obéissant pas à ce schéma, le régime est attaqué de différentes façons. Les démocraties plus anciennes, mais qui ont depuis toujours connu une existence plutôt précaire, en Italie, en Espagne au Portugal, sont liquidées respectivement en 1922, 1923 et 1924. En Italie, la dictature établie par "un homme du peuple" avec l'appui d'un large mouve-

ment de masse. Sous l'influence de ce recul démocratique et surtout des événements italiens, la démocratie dans les anciens Etats parlementaires solides, est de plus en plus en proie aux critiques, et se met sur la défensive (178).

Les catholiques belges critiques de la démocratie parlementaire, surtout ceux de *La Revue Latine* et de *La Revue Catholique*, suivent attentivement la progression de l'anti-démocratie en Europe. Ils s'y réfèrent comme pour prouver que la démocratie perd partout son prestige. En situant leur propre anti-démocratisme dans le contexte européen, ils se taillent des arguments pour prétendre que leurs options n'incarnent pas les dernières convulsions de forces du passé, mais de tendances prometteuses pour l'avenir (179).

Le coup d'Etat de Primo de Rivera en Espagne est l'objet de commentaires enthousiastes. Les interventions de la droite en Grèce à l'automne de 1922 reçoivent les sympathies inconditionnelles de Van den Hout. Le "Bloc National" de Poincaré est également applaudi comme une saine réaction aux exagérations criminelles de la démocratie politique française (180). Mais le centre d'intérêt est bien sûr l'Italie. *La Revue Catholique* et *Le XXe Siècle* suivent de près la montée du fascisme (181).

Au début la méfiance et même la désapprobation dominant. Van den Hout, Picard et Wallez ne peuvent que plaindre le Parti Populaire catholique de don Sturzo qui, avec le socialisme et le communisme, est la victime de la violence fasciste. Les abbés ne sont pas d'accord avec le programme démocratique de la formation de Sturzo,

(178) A.A. DE JONGE, *Crisis en critiek der democratie. Anti-democratische stromingen en de daarin levende denkbeelden over de staat in Nederland tussen de wereldoorlogen*, Assen, 1968, p. 5-6.

(179) "La réaction fait un tour d'Europe" (*R.C.*, 26.1.1923, p. 17).

"Les folies de la démocratie politique, une parlementarite aigue, sont à la veille de susciter une réaction qu'appellent de leurs vœux tous ceux qui veulent croire malgré tout, à un avenir européen" (*R.C.*, 24.4/1.5.1925, p. 1.)

(180) *R.C.*, 1.12.1922, p. 1; 21.9.1923, p. 1; 23.11.1923, p. 18-20; 15.2.1924, p. 1; 22.3.1924, p. 1.

(181) P. ORBAN, *Mussolini en het fascisme*, Antwerpen, 1924, p. 39, note 1 : l'auteur avoue qu'au cours de la rédaction de son petit livre, il s'est fortement appuyé sur les informations que donnait *La Revue Catholique* sur le fascisme. Orban est d'avis que chaque belge qui veut rester au courant de l'évolution du fascisme, ne peut se servir d'une source meilleure que l'hebdomadaire de l'abbé Van den Hout.

mais il s'agit tout de même du seul parti catholique qui défend en Italie les points de vue catholiques. Le fascisme croît sans cesse et le Vatican commence à exercer sa pression sur le Parti Populaire, pour qu'il affaiblisse son anti-fascisme. La "Marche sur Rome" et la formation d'un gouvernement sous la conduite de Mussolini ne provoquent chez Picard aucune plainte sur la situation grave de la démocratie; il n'exprime que des craintes pour l'impact de ces événements sur les intérêts catholiques. Mussolini est plein d'égards pour le catholicisme : il déclare la guerre à la franc-maçonnerie destructive et anarchique : en avril 1923 se réalise dans le domaine des écoles une réforme qui répond aux vœux de l'enseignement catholique; les crucifix retrouvent leur place dans les écoles et les bâtiments publics. De plus, le Parti Populaire éclate en deux ailes, une de gauche et l'autre de droite. Un nombre toujours grandissant de personnalités catholiques italiennes manifestent leur accord avec le fascisme.

Du coup toutes les objections des abbés de *La Revue Catholique* et du *XXe Siècle* vis-à-vis du fascisme disparaissent comme par miracle, et font subitement place à des coups d'encensoir. Ces feuilles catholiques belges auraient sans aucun doute applaudi le fascisme dès son apparition si Mussolini, ne s'était dès le début attaqué qu'au socialisme et au communisme. Pour les abbés, le fascisme ne peut plus se tromper, dès qu'ils sont assurés de sa bienveillance pour le catholicisme. Que Mussolini torde le coup à la démocratie, ne les dérange en rien, au contraire ! Leurs charges de 1921 et 1922 contre la violence fasciste ont complètement disparu, malgré la continuation de ces violences en 1924 et par la suite. Les violences ne concernent plus que socialisme, communisme et syndicalisme, et sont tout à fait excusées par les abbés, puisque le catholicisme n'a plus rien à craindre (182) ! A partir de ce moment, l'Italie fasciste est applaudie comme l'incarnation de l'anti-démocratie triomphante, qui

(182) R.C., 6.5.1921, p. 12-13; 22.7.1921, p. 13-14; 29.7.1921, p. 14; 13.1.1922, p. 17; 1.9.1922, p. 15; 3.11.1922, p. 1; 10.11.1922, p. 17-18; 16.2.1923, p. 1; 13.4.1923, p. 19-20; 20.4.1923, p. 18-19; 27.4.1923, p. 19; 4.5.1923, p. 19-20; 20.6.1924, p. 19; 27.6.1924, p. 5-8; 11.7.1924, p. 1.

profite au catholicisme (183). De retour d'Italie où il a eu un entretien avec Mussolini, Pierre Nothomb raconte aux lecteurs de la *Revue Catholique* qu'il a rencontré un "soldat de la chrétienté" (184).

*
* *
*

Muni des fiches d'identité des groupes catholiques réactionnaires francophones, et ayant analysé leurs désillusions et réactions en face de la société belge de l'après-guerre, on peut maintenant étudier les composantes idéologiques de ce catholicisme réactionnaire, dans lequel Maurras et l'Action Française se tailleront une belle place. Ce sera l'objet d'une étude ultérieure. Alors nous disposerons de tous les éléments, permettant de cerner et d'évaluer, dans une conclusion générale, ce catholicisme réactionnaire dans la première décennie qui suit la première guerre mondiale.

Eric Defoort, Molenstraat 133, 8710 Heule-Kortrijk

(183) Fin octobre 1923, l'abbé Norbert Wallez entreprend un voyage "d'étude" en Italie. Son enquête sur la "nouvelle Italie" donne matière à toute une série d'articles dityrambiques dans *La Revue Catholique* (R.C., 2.11.1923, p. 5-7; 9.11.1923, p. 5-7; 16.11.1923, p. 8-10; 30.11.1923, p. 8-10; 21.12.1923, p. 13-15). Le bibliothécaire et professeur à l'université catholique de Nimègue, de Vries de Heekelingen, consacre dans la même revue, une série d'articles au *Fascisme, renaissance du peuple italien* (R.C., 30.10.1925, p. 5-7; 13.11.1925, p. 7-8; 20.11.1925, p. 7-8; 27.11.1925, p. 12-13; 4.12.1925, p. 13-15; 11.12.1925, p. 11-12).

(184) R.C., 2.10.1925, p. 11.

Eric DEFOORT

**DE REACTIONAIRE STROMING IN HET
BELGISCH FRANSSPREKEND KATHOLICISME,
1918-1926 — EERSTE BENADERING**

door

Eric DEFOORT

SAMENVATTING

In de jaren volgend op de eerste wereldoorlog worden de katholieke konservatieve krachten gekonfronteerd met een stroomversnelling in de socio-economische en politieke democratisering, met een versnelde dekonfessionalisering van het openbaar leven, wat een groeiend pluralisme voor gevolg heeft. De meeste reacties op deze fenomenen die zich overigens over heel Europa manifesteren, vertrekken vanuit een liberaal socio-economisch ideeëngoed en vanuit bedreigd gewaande socio-politieke posities. Zij hebben voor alles een defensief en statisch karakter; men legt zich in feite neer bij het onoverkomelijke en probeert alleen de fatale processus af te remmen en te redden wat nog te redden valt van de verworven posities.

Een minderheid binnen het konservatieve katholicisme kiest een andere weg. Zij stelt zich aan als de erfgenaam van het oude kontra-revolutionaire traditionalisme, en reageert op een offensieve en dynamische wijze. Deze katholieken noemen zichzelf uitdrukkelijk en met fierheid reaktionair, om zich aldus duidelijk te onderscheiden van de kristen-demokraten enerzijds, en van de konservatieven anderzijds, waarvan zij het liberalisme verfoeien. Dit reaktionaire katholicisme predikt een veralgemeende kontra-revolutionaire kritiek van de huidige maatschappij en een uitgesproken anti-liberale visie over de sociale democratie. Het bekritiseert in volle hevigheid de parlementaire democratie en argumenteert onophoudelijk voor een politiek van Orde en Gezag binnen een organische en hiërarchische maatschappij.

Deze reaktionaire stroming tekent tussen 1919 en 1926 de jonge franstalige katholieke intelligentia die van zich laat horen in tijdschriften als "La Jeunesse Nouvelle", "Pour l'Autorité" en "La Revue Latine". De leidende elementen binnen de "Fédération Belge des Etudiants Catholiques", de overkoepelende organisatie van Franstalige katholieke studentengroeperingen aan de universiteiten van Leuven, Brussel, Gent en Luik, militeren voor dit reaktionaire katholicisme; een deel van de studentenpers is ervan doordrongen. Naarmate de "Association Catholique de la Jeunesse Belge" ook de universitaire wereld in haar werking tracht te betrekken, dringt het reaktionaire katholicisme ook in deze organisatie voor katholieke aktie door.

Deze jongeren komen met hun reaktionaire opstelling geenszins in een ghetto terecht, want enkele belangrijke vertegenwoordigers van de grote Franstalige katholieke pers gaan net dezelfde toer op. Dit is het geval onder andere voor het weekblad "La Revue Catholique des Idées et des Faits" dat, onder het morele, en gedeeltelijk ook financiële peterschap van kardinaal Mercier, geleid

wordt door priester Van den Hout, en waaraan heel wat gezaghebbende klerici meewerken. Ook het dagblad "Le XXIème Siècle" dat geleid wordt door priester Wallez, tijdens de oorlog intieme medewerker aan de nationalistische publikaties van Fernand Neuray, en dat met het weekblad van Van den Hout heel wat redactionele medewerkers gemeenschappelijk heeft, propageert openlijk een reaktionair katholicisme.

Het veralgemeend krisisgevoel bij deze katholieken, en de hiermee samenhangende katholiek reaktionaire reacties, worden slechts begrijpelijk tegen de politieke en sociale achtergrond van deze periode.

De hyperpatriottische en nationalistische conjunctuur van eind 1918, begin 1919, taktelt snel af om, na een korte heropflakking rond de Ruhr-bezetting, uit te lopen op de overeenkomst van Locarno. De evolutie van de internationale toestand, gekombineerd met binnenlandse politieke machtsverhoudingen, maken dat er van de Belgische nationalistische desiderata zo goed als niets in huis komt. De nationalistische frustraties binnen het reaktionair katholicisme hopen zich dan ook op. Tegen een internationale achtergrond van grote sociale beweging, wordt het behoudsgezinde katholicisme ook in België gekonfronteerd met een arbeidersklasse wier organisatorische sterkte en strijdvaardigheid zeer snel toeneemt, en die een deel van zijn eisenpakket kan waar maken. Van de weeromstuit "ontdekt" het reaktionaire katholicisme overal infiltraties van het marxistisch ideeëngoed, tot in de christelijke arbeidersbeweging toe. De katholieke reaktionairen zweren bij paternalistische alternatieven, waarvan een groot deel voor de naoorlogse toestand totaal irrelevant zijn geworden, en waaruit tevens blijkt hoe sterk zij nog getekend zijn door het sociaal-economisch liberaal denken, dat zij nochtans zeggen te verafschuwen. Op het vlak van de politieke machtsverhoudingen zijn de socialistische, christen-demokratische en flamingantische krachten niet meer weg te denken. De katholie reaktionaire reacties op deze toestand zijn veelvuldig. De enen pleiten voor een "Parti de l'Ordre" die de "gezonde" krachten uit de katholieke en liberale partijen en uit de nationalistische formaties zou groeperen. Anderen leggen zich speciaal toe op de uitwerking van een reaktionaire sociale en politieke doktrine die aan de conservatieve vleugel binnen de partij een grotere slagvaardigheid en ideologische rechtlijnigheid moet bezorgen. Sommige jongeren keren zich resoluut af van het politiek bedrijf, en isoleren zich binnen de Katholieke Aktie waar een even hoogdravend als wereldvreemd katholicisme alles overstemt. Een vrij belangrijke groep tenslotte, met "La Revue Catholique des Idées et des Faits" als voornaamste spreekbuis, pleit, in een authentieke "Syllabus"-geest, voor een onverzoenlijk politiek katholicisme dat terug aanknoopt bij het negentiende-eeuws militant anti-liberaal ultramontanisme.

De, in vergelijking met de vooroorlogse toestand, reëel moeilijk geworden werking van de Belgische parlementaire democratie, gekoppeld aan de aanvallen, — met in sommige gevallen de vernietiging voor gevolg —, die de democratie in andere Europese landen te verduren krijgt, werken erg stimulerend op de uitgesproken anti-parlementair democratische geest van dit Belgisch reaktionair katholicisme.

Eric DEFOORT

**THE REACTIONARY CURRENT IN THE BELGIAN
FRENCH-SPEAKING CATHOLICISM, 1918-1926**

FIRST APPROACH

by

Eric DEFOORT

SUMMARY

In the years following World War I the catholic conservative forces are confronted with a rapid in the social-economic and political democratization, with a quickened deconfessionalization of public life which results in a growing pluralism. Most reactions to these phenomena which, for that matter, manifest all over Europe, start from a liberal social-economic ideology and from social-political positions which are thought to be threatened. They have above all a defensive and static character; in fact, the unavoidable is accepted and people try only to slow down the fatal process and to save what can still be saved of the positions acquired.

A minority within the conservative catholicism take another line. They present themselves as the heirs to the old counter-revolutionary traditionalism and react in an offensive and dynamic way. These catholics expressly and proudly call themselves reactionaries, thus clearly differentiating themselves from the christian democrats on the one hand and from the conservatives on the other hand, whose liberalism they hold in abomination.

This reactionary catholicism advocates a generalized counter-revolutionary criticism of the present society and a strongly marked anti-liberal vision of the social democracy. It vehemently criticizes the parliamentary democracy and incessantly adduces arguments in support of a policy of Law and Order within an organic and hierarchical society.

Between 1919 and 1926 this reactionary current marks the young French-speaking catholic intellectuals who express their views in periodicals such as "La Jeunesse Nouvelle", "Pour l'Autorité" and "La Revue Latine". The leading elements within the "Fédération Belge des Etudiants Catholiques", the master-organisation of the French-speaking catholic students' unions at the Universities of Louvain, Brussels, Ghent and Liège devote themselves to this reactionary catholicism; part of the students' press is permeated with it. As the "Association Catholique de la Jeunesse Belge" tries also to involve the university circles in its action, the reactionary catholicism also penetrates into this organisation for catholic action.

However, these young people do not at all land in a ghetto with their reactionary attitude, for a few important representatives of the great French-speaking catholic press are taking the same line. This is the case among others for the weekly "La Revue Catholique des Idées et des Faits" which, under the moral and partly also under the financial guardianship of Cardinal Mercier, is conducted by Father Van den Hout and in which a good many authoritative clergymen collaborate. Also the daily "Le XXIème Siècle" which is conducted by

Father Wallez — during the war the close collaborator to the nationalist publications of Fernand Neuray — and shares many editorial collaborators with Van den Hout's weekly, openly advocates a reactionary catholicism.

The generalized feeling of distress among these catholics and the attendant catholic reactionary attitudes can be understood only against the political and social backgrounds of this period.

The hyper-patriotic and nationalist trend of the end of 1918 and the beginning of 1919 quickly declines and, after a brief flare-up around the Ruhr-occupation, results in the Locarno-agreement. The evolution of the international situation combined with the political relative power at home prevent the Belgian nationalist desiderata from being realized. Consequently, the frustrations within the reactionary catholicism accumulate. Against an international background of considerable social agitation the conservative catholicism in Belgium is also confronted with a working-class whose organizing power and efficiency are quickly increasing and who succeed in realizing a part of their demands. On the rebound the reactionary catholicism discovers infiltrations of the marxist ideology everywhere, even in the christian labour-movement.

The catholic reactionaries swear by paternalistic alternatives — a great part of which have become totally irrelevant to the postwar situation — from which it appears how strongly they are still marked by the social-economic liberal views which they pretend to abhor. In the domain of the political relative power the socialist, christian democratic and flamingant forces cannot be thought away anymore.

The catholic reactionary reactions to this situation are numerous. Some advocate a "Parti de l'Ordre" which would group the "sound" elements of the catholic and liberal parties and of the nationalist formations.

Others apply themselves especially to the elaboration of a reactionary social and political doctrine which is intended to offer a greater combativeness and ideological straightforwardness to the conservative wing within the party. Some young people resolutely turn away from politics, isolating themselves in the Catholic Action in which a grandiloquent and unrealistic catholicism dominates everything. A rather important group, finally, having "La Revue Catholique des Idées et des Faits" as its main mouth-piece, in an authentic "Syllabus"-spirit, advocate an uncompromising political catholicism resuming the 19th-century militant anti-liberal ultramontanism.

The operation of the Belgian parliamentary democracy which has really become more difficult as compared with the prewar situation, along with the attacks on the democracy in other European countries — in some cases even resulting in its overthrow — have a very stimulating effect on the strongly marked anti-parliamentary democratic spirit of this Belgian reactionary catholicism.